

# ARCHIVES

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES

EN FRANCE

2017





ARCHIVES  
DES  
EN FRANCE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES

2017



# Avant-propos

Mutations et continuités. À eux seuls ces deux mots pourraient résumer l'année archivistique 2017.

S'il faut faire parler les chiffres qui dressent le bilan des mois écoulés, la plupart pointent une continuité dans l'exercice des missions clés des services d'archives. Si l'on a collecté légèrement plus d'archives en 2017 qu'en 2016 – près de cent kilomètres linéaires, tous services confondus –, le nombre des lecteurs des services d'archives, celui des articles communiqués, ou encore celui de connexions sur les sites internet sont restés stables. À leur manière, ils viennent contredire l'impression d'érosion que laissait craindre, il y a quelques années, le bouleversement du lectorat et de ses pratiques de consultation. Surtout, ils témoignent de l'adaptation permanente des services d'archives aux nouveaux défis qui s'ouvrent à eux à l'ère numérique.

D'autres chiffres, toutefois, témoignent des profondes mutations qui marquent notre profession : en un an, le volume d'archives électroniques collecté est passé de 11 600 à plus de 94 000 gigaoctets ; quelques mois après son ouverture, plus de 100 000 visiteurs uniques franchissent chaque mois le portail FranceArchives ; par rapport à 2016, les services d'archives ont organisé cent expositions de plus, faisant monter leur nombre à près de 525. Ces trois chiffres, pris parmi d'autres, illustrent les trois principaux enjeux de la politique archivistique à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : poursuivre l'accompagnement de la mutation numérique de l'administration ; faciliter l'accès aux archives pour tous ; transmettre et partager un patrimoine commun.

À ces trois objectifs répondent trois chantiers :

- Le programme interministériel d'archivage électronique VITAM est entré fin 2017 dans sa phase opérationnelle, avec la livraison d'une première version fonctionnelle, ultime étape avant la version de production livrée en mars 2018. Lui répond, dans les territoires, le déploiement de systèmes d'archivage électronique ; grâce notamment à l'appel à projet AD-ESSOR, celui-ci s'est accéléré, avec un doublement des services possédant un système en fonctionnement par rapport à l'année 2016.
- Le portail FranceArchives a été inauguré en mars 2017 et s'est tout de suite imposé comme l'outil de recherche incontournable dans les archives françaises : plus des deux tiers des internautes qui le fréquentent y accèdent par des moteurs de recherche généralistes, preuve qu'un nouveau public rencontre les archives. Ce succès se lit également dans le nombre de partenaires qui, en moins d'un an de fonctionnement, l'a rejoint : début 2018, c'est presque déjà la moitié des inventaires d'archives en ligne qui s'y trouve rassemblée.
- Le développement d'une politique des publics ambitieuse, mettant en particulier l'accent sur l'éducation artistique et culturelle, a aussi été au cœur de l'activité des services d'archives en 2017. Le plus souvent, l'offre est marquée par l'inventivité et l'innovation – applications multimédia, immersion sonore à 360°, etc. –, pour toucher un public large.

Ces trois coups de projecteur ne sauraient épuiser la richesse de l'année qui s'est écoulée, dont témoigne le présent rapport annuel, dans la variété de ses approches et la richesse de son illustration. Écho de l'activité des services d'archives, il se veut aussi un hommage à la mobilisation de leur personnel, qui œuvre chaque jour pour offrir aux citoyens un service public des archives dynamique et ambitieux.



Séminaire des Archives de France à Rennes (14-16 novembre 2017)

## CHIFFRES CLÉS 2017

	Archives nationales	Archives régionales	Archives départementales	Archives municipales et intercommunales	Total
Nombre de services ayant répondu	3	14	101	493	611
<b>Moyens en personnel</b>					
Personnel État (équivalent temps plein)	541	–	255	–	796
Personnel territorial (équivalent temps plein)	–	87	2 762	1 519	4 368
<b>Accroissement des fonds</b>					
Accroissement annuel (kml)	5,0	7,0	51,4	36,5	99,9
• Archives publiques (kml)	4,2	6,8	46,9	34,2	92,0
• Archives privées (kml)	0,8	0,0	4,5	2,3	7,6
Accroissement annuel (Go)	5 164,0	77 561,0	2 468,3	9 503,0	94 696,3
Métrage linéaire conservé (kml)	435,3	140,9	2 633,8	828,1	4 038,1
<b>Action culturelle et scientifique</b>					
Lecteurs	18 362	1 836	93 869	56 097	170 164
Séances de travail	45 345	292	288 417	91 935	425 989
Articles communiqués	168 715	7 064	1 249 019	506 748	1 931 546
Recherches par correspondance	23 073	36	139 763	96 031	258 903
Expositions	10	12	182	322	526
Visiteurs des expositions fixes	126 447	205	364 699	275 209	766 560
Fréquentation totale du service	222 628	702	915 145	569 371	1 707 846
<b>Sites internet</b>					
Documents (textuels et iconographiques) numérisés depuis le début des opérations de numérisation	13 904 404	265 269	475 310 431	33 875 375	523 355 479
Documents (textuels et iconographiques) mis en ligne	10 627 983	n.c.	382 754 766	18 578 945	411 961 694
Connexions sur les sites internet	3 015 342	n.c.	41 462 796	4 252 099	48 730 237
Pages et images vues	51 639 593	5 344	1 916 863 469	61 761 913	2 030 270 319

## LES MOYENS EN BUDGET ET EN PERSONNEL

### Moyens budgétaires délégués aux directions régionales des Affaires culturelles (DRAC) pour les Archives

Au titre de la loi de finance initiale, les Archives de France ont obtenu, pour l'attribution aux DRAC, les crédits suivants :

■ des crédits de fonctionnement en soutien aux acteurs des réseaux territoriaux (Archives départementales, Archives municipales, associations et sociétés savantes) : au total, 983 500 € ont contribué au financement d'opérations de restauration, de valorisation, de numérisation, mais aussi à l'édition de publications et à l'organisation de manifestations liées aux Commémorations nationales ;

■ des crédits d'investissement, pour une capacité d'engagement de 3,89 M€ et une capacité de paiement de 3,36 M€ : ce soutien en faveur des collectivités permet de lancer des projets de bâtiments (études de faisabilité, rénovations, aménagements, extensions, nouvelles constructions).

Les conseillers Archives assurent la gestion de ces crédits déconcentrés.

Axe important de la politique des Archives de France, l'archivage numérique a été encouragé par un appel à projets : 24 dossiers ont bénéficié de subventions, pour un montant total de 642 039 €, dans le cadre de l'appel à projets AD-ESSOR pour l'archivage électronique dans les territoires.

### Moyens attribués aux services à compétence nationale

Les trois services à compétence nationale des Archives de France (Archives nationales [AN], Archives nationales du monde du travail [ANMT], Archives nationales d'outre-mer [ANOM]) totalisent un budget de fonctionnement annuel de 11,16 M€ et un budget d'investissement de 2,21 M€, décomposés comme suit :

	BUDGET DE FONCTIONNEMENT		BUDGET D'INVESTISSEMENT	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
AN	9 199 736 €	9 373 881 €	1 445 157 €	1 608 350 €
ANOM	650 000 €	698 000 €	170 000 €	350 000 €
ANMT	973 770 €	1 090 000 €	228 000 €	248 000 €

Les Archives de France ont également alloué 510 000 € au titre des opérations de numérisation et microfilmage et 2,8 M€ aux Archives nationales pour financer le projet ADAMANT.

En outre, les Archives de France délèguent à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) des crédits pour les études et travaux de rénovation des bâtiments (schéma directeur du site parisien des Archives nationales, aménagement de nouveaux magasins aux Archives nationales du monde du travail, climatisation des Archives nationales d'outre-mer).



## Les moyens en personnel dans les services d'archives départementales

En fin d'année 2017, 260 agents de l'État étaient mis à disposition des conseils départementaux, à titre gratuit, au sein des Archives départementales :

- 140 conservateurs et conservateurs généraux du patrimoine, soit presque 54 % du total des agents de l'État mis à disposition ;
- 89 chargés d'études documentaires, soit 34 % du total des agents de l'État mis à disposition ;
- 31 secrétaires de documentation, soit 12 % du total des agents de l'État mis à disposition.

	Agents	Équivalent temps plein	Conservateurs	Chargés d'études documentaires	Secrétaires de documentation
2010	270	260,2	142	72	56
2011	257	249,2	137	68	52
2012	262	254,8	137	77	48
2013	269	261,8	147	77	45
2014	259	254,5	145	73	41
2015	258	252,5	141	78	39
2016	257	252	140	84	33
2017	260	253	140	89	31

*Personnel de l'État en Archives départementales*

## ACTION DE L'INSPECTION DES PATRIMOINES

En 2017, les inspecteurs généraux du collège Archives, au nombre de 4 jusqu'en juin, puis 3 à partir de juillet, ont organisé leurs missions en gérant leurs secteurs géographiques et en se répartissant l'intérim des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie au cours du deuxième semestre. Ils ont mené 22 missions d'inspection portant sur 1 service à compétence nationale (Archives nationales d'outre-mer), 1 service d'archives autonome (Musée Picasso), 14 services d'archives départementales (Ain, Alpes-Maritimes, Aube, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Ille-et-Vilaine, Haute-Marne, Oise, Puy-de-Dôme, Rhône, Deux-Sèvres, Somme, Var, Seine-et-Marne), et 6 services d'archives municipales et communautaires (Châlons-en-Champagne, Colmar, Nice, Rennes, Toulouse, Valence). Ils ont effectué la visite des services d'archives du Puy-de-Dôme et de la Mayenne à l'occasion du départ de leurs directeurs. Ils ont également contribué au suivi des projets de construction ou de rénovation de 22 bâtiments d'archives.

Les inspecteurs du collège Archives ont participé au séminaire annuel des Archives de France, au cours duquel l'un d'entre eux est intervenu, ainsi qu'aux réunions du Conseil supérieur des archives et des instances spécifiques (École nationale des Chartes, Institut national du patrimoine, Cité de l'architecture et du patrimoine). Ils participent également à la gestion des ressources humaines du réseau des services d'archives (jury de recrutement de 7 directeurs d'archives départementales, préparation de la commission administrative paritaire d'avancement, évaluation de 30 directeurs d'archives départementales, suivi du tableau des emplois, participation au jury de concours de chargé d'études documentaires).



*Plan & vue du  
Château de Saumur.*

*du Midi, avec une partie de la ville  
située sur la Loire dans le haut d'un  
un des lieux où l'on tenoit les Espagnols  
qui avoyent suivis le party de  
Charles troisieme.*

*Levee & dessinée par don Joseph de  
Pavo y cordova lieutenant de S. M. S.*

# Archiver pour l'avenir les sources du temps présent

## ENRICHISSEMENT ET TRAITEMENT DES FOND

### À l'échelon central : la politique interministérielle des missions

Les missions des Archives de France et les services d'archives ministériels exercent le contrôle scientifique et technique sur les archives produites dans un vaste périmètre : les administrations centrales, qui, réparties sur 43 sites, comptent au total près de 50 000 agents, mais aussi les grands corps de l'État et les opérateurs nationaux ou assimilés (soit plus de 550 opérateurs à ce jour). Placées au plus près des producteurs, les missions ont un rôle essentiel de contrôle, mais aussi d'accompagnement, de conseil, de suivi et d'expertise. Elles prennent en charge l'ensemble de la chaîne archivistique, de l'établissement de règles de gestion jusqu'au traitement des archives dont la durée d'utilité administrative est échue (élimination ou classement et versement des archives définitives aux Archives nationales).

Marquée par la collecte des archives des cabinets du Président de la République et des ministres sortants, l'année 2017 a été une année de poursuite et de consolidation des efforts en matière d'accompagnement des services. La mission du ministère de l'Écologie a par exemple déménagé et réimplanté près de 5 km d'archives en prévision du déménagement des services du ministère dans l'Arche de la Défense. De manière générale, les missions ont sous leur contrôle près de 42 km d'archives intermédiaires et assurent l'externalisation de la conservation de près de 20 km d'archives intermédiaires.

Dans le domaine des archives électroniques, les résultats sont à la mesure de l'engagement pris par les missions depuis plusieurs années. La stratégie d'archivage électronique passe par la participation des missions, le plus en amont possible, aux projets d'applications ou à la création d'outils propres à faciliter l'archivage électronique. Ainsi la mission des ministères sociaux a-t-elle porté le projet ArchiFiltre, dans le cadre de l'appel à projets Etalab, afin de permettre la lecture et l'analyse des données volumineuses. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que les missions sont très impliquées dans le projet VITAM ainsi que dans les ateliers qui définissent les besoins et les modalités de la future plate-forme des Archives nationales (projet ADAMANT).



Photographie officielle de Simone Veil portant sa signature, collectée par la mission des Archives de France auprès des ministères sociaux et versée aux Archives nationales

- 01\_COPI
- 02\_Seances\_CNDTE
- 03\_Groupes de travail
- 04\_Groupe\_experts
- 05\_Cahiers de participation
- 06\_Comite\_liaison\_decentralise
- 07\_Debat\_territoriaux
- 08\_Comite\_citoyen
- 09\_Communication\_presse
- 10\_Synthese\_DNTE

Arborescence du versement électronique des archives du Débat national sur la transition énergétique, collectées par la mission des Archives de France auprès du ministère de l'Écologie et versées aux Archives nationales

### La collecte des archives des cabinets du Président de la République et des ministres sortants

En 2017, les missions des Archives de France et les services d'archives ministériels ont collecté les archives des cabinets des ministres sortants. 29 protocoles de remise d'archives ont été signés par le Président de la République et les ministres, d'une part, et le directeur chargé des Archives de France, de l'autre, afin d'encadrer la remise aux Archives nationales des archives produites dans l'exercice de leurs fonctions.

Le bilan quantitatif est impressionnant, pour le papier (2 kml) comme pour l'électronique (plus de 9 To). Quant au bilan qualitatif, il est également très satisfaisant, notamment du point de vue de la collecte des archives numériques, en fort accroissement par rapport à 2012. Ainsi les missions des ministères de l'Intérieur et de l'Écologie ont-elles pu collecter les archives électroniques de leurs cabinets respectifs. Enfin, plusieurs cabinets, notamment dans les ministères sociaux, ont versé à la mission leurs messageries.

Le succès de la collecte est réel. Sans doute est-il dû pour partie à la circulaire du Secrétaire général du Gouvernement du 24 mars 2017, qui a enjoint aux membres du Gouvernement de verser leurs archives. Pour autant, il ne faut pas négliger la sensibilisation menée par les missions sur le long terme, qui, à l'évidence, a porté ses fruits.

Les archives remises sous protocole seront traitées et classées par les missions puis transférées aux Archives nationales dans les mois et les années qui viennent.

En 2017, les missions ont traité, classé et versé aux Archives nationales près de 4,5 kml d'archives papier et plus de 5 To d'archives numériques. Ces versements sont le résultat des efforts de longue haleine que poursuivent les missions auprès des producteurs afin de pratiquer une collecte raisonnée et rigoureuse.

### Accroissement des fonds dans les services départementaux d'archives

En 2017, les entrées d'archives publiques destinées à être conservées à titre définitif dans les services départementaux d'archives sont en moyenne de 461 ml (pour 100 services), en sensible hausse par rapport à 2016 (411 ml pour 101 services). On notera qu'elles correspondent à 6,3 % de l'ensemble des fonds publics évalués par ces mêmes services, les 93,7 % restant ayant fait l'objet d'un visa d'élimination.

Plusieurs services mènent des campagnes d'éliminations réglementaires, ce qui explique que l'accroissement net du métrage linéaire qu'ils conservent soit parfois faible, voire négatif. Ces campagnes portent souvent sur des fonds entrés il y a plusieurs décennies en pré-archivage ou bien dont le sort final a été revu par des instructions de tri des années 2000-2010 (budgets et documents issus du contrôle budgétaire, fiches médico-scolaires, listes d'émargement, dossiers de procédures judiciaires ou prudhommales, etc.). À l'heure actuelle, seuls 5 services indiquent s'être lancés dans une réflexion plus globale et systématique de réévaluation. Certains ont choisi de se concentrer sur un domaine de production, notamment à la lueur des préconisations du *Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques* de 2014 (par exemple, les archives des juridictions).

Les services qui ont collecté le plus dépassent, quant à eux, le kilomètre linéaire (Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Gironde, Maine-et-Loire, Nord, Bas-Rhin, Rhône et Métropole de Lyon, Seine-Maritime, Var, Hauts-de-Seine et Val-de-Marne). Ces départements sont pour la plupart aussi chefs-lieux de régions.

Depuis 2016, tous les services collectent des archives électroniques dans la mesure où la matrice cadastrale numérique (données de 2004 en 2016 et données de 2005 en 2017) est versée à tous les départements. Sept services ont collecté plus de 100 Go de données, venant de producteurs divers (directions départementales des finances publiques, communes, services du département).

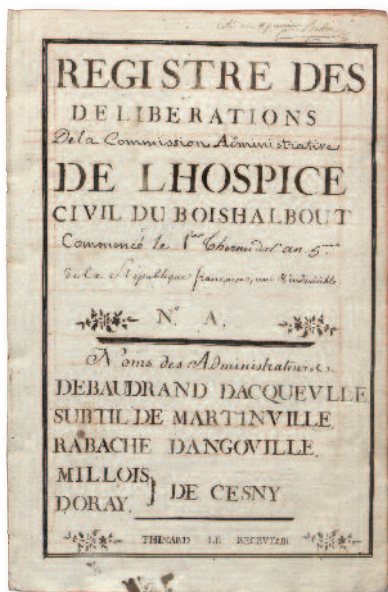
	Accroissement brut annuel moyen pour les archives publiques et privées	Accroissement brut annuel moyen pour les archives publiques	Métrage linéaire conservé pour les archives publiques et privées
2015 (97 services)	496 ml	459 ml	2 513 781 ml
2016 (101 services)	462 ml	411 ml	2 614 348 ml
2017 (100 services)	508 ml	464 ml	2 615 437 ml

## Exercice du contrôle scientifique et technique (CST) de l'État au niveau départemental

Toutes formes d'entités juridiques confondues, ce sont en moyenne 83 services par département qui ont fait l'objet d'une visite ou d'une inspection en 2017. 1 983 communes ont été visitées, ce qui représente 6,1 % du nombre total de communes des 100 départements ayant répondu à l'enquête. Cette part est en légère baisse (6,6 % en 2016 et 6,8 % en 2015), mais l'on constate parallèlement un accroissement de la part des communes de plus de 2 000 habitants visitées (15 % des communes pour les 100 départements concernés, contre 12,2 % en 2016). Le nombre des visites et inspections dans les groupements de collectivités a lui aussi continué de progresser (522 groupements concernés, contre 370 en 2016), ce qui témoigne de l'adaptation progressive du contrôle scientifique et technique aux évolutions du territoire. Le CST dans les départements s'est également traduit par des visas d'élimination accordés pour 674 kml d'archives papier et pour 293 To de données.

La coordination du contrôle scientifique et technique à l'échelle régionale, prévue par la note DGP/SIAF/2017/003 du 4 septembre 2017 relative au rôle des directeurs des services départementaux d'archives en chef-lieu de région, se met progressivement en place là où elle n'était pas déjà engagée. Il est fait état d'actions en la matière dans 10 régions. Des outils se construisent, parmi lesquels on notera 6 plates-formes collaboratives opérationnelles ou en projet. Les directeurs d'archives départementales de 7 régions se sont d'ores et déjà accordés sur les modalités du contrôle scientifique d'un ou de plusieurs producteurs de rang régional.

## Accroissement des fonds dans les services d'archives régionales



Registre des délibérations de l'hospice de Cesny-Bois-Halbout (an V) déposé aux Archives départementales du Calvados

L'année 2016 avait été marquée par deux événements : l'entrée en fonction de nouvelles assemblées régionales et la réforme des régions. Il en a résulté une hausse de la collecte particulièrement sensible dans certains services très touchés par les réorganisations. En 2017, ce chiffre est en baisse (489 ml en moyenne contre 523 ml en 2016), et les écarts d'accroissement entre les différents services sont moins importants.

Enfin, contrairement aux années précédentes, deux services seulement ont accueilli des versements d'archives numériques : 1,34 Go pour la région Grand-Est et 77 610 Go pour la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (fonds de l'Agence des villes et territoires méditerranéens durables et du Comité régional du tourisme).

	Accroissement annuel moyen	Métrage linéaire conservé
2015 (23 services)	357 ml	127 065 ml
2016 (14 services)	523 ml	133 813 ml
2017 (14 services)	489 ml	140 897 ml

### Rapport sur la collecte et l'accès aux archives à l'ère numérique

À la fin de l'année 2016, la ministre de la Culture et de la Communication a confié à Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des archives, une mission de réflexion sur la collecte des archives publiques à l'ère numérique et leur communication aux publics. Elle lui a notamment demandé de s'interroger sur les méthodes et conditions d'évaluation et de sélection des archives électroniques, mais aussi papier, et de proposer une stratégie nationale pour l'accès aux archives dans l'environnement numérique.

Le rapport *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives à l'ère numérique* a été remis à la ministre en mars 2017. Christine Nougaret y formule 30 propositions visant à :

- conforter la fonction archives grâce à une évolution du cadre législatif et réglementaire, en adaptant la définition des archives publiques et en réaffirmant la compétence du réseau des archives sur toute la chaîne archivistique ;
- garantir une collecte durable, tant pour le papier que pour l'électronique, à l'ère du numérique ;
- garantir à tous les citoyens un accès égal et innovant aux archives, grâce à la législation et à la réglementation sur l'accès et au renforcement de la diffusion en ligne.

Ce rapport est consultable sur le portail FranceArchives.



Album de photographies représentant la construction du port de Calais conservé dans le fonds de la chambre de commerce et d'industrie, collecté par les Archives municipales de Calais

## Accroissement des fonds dans les services d'archives communales et intercommunales

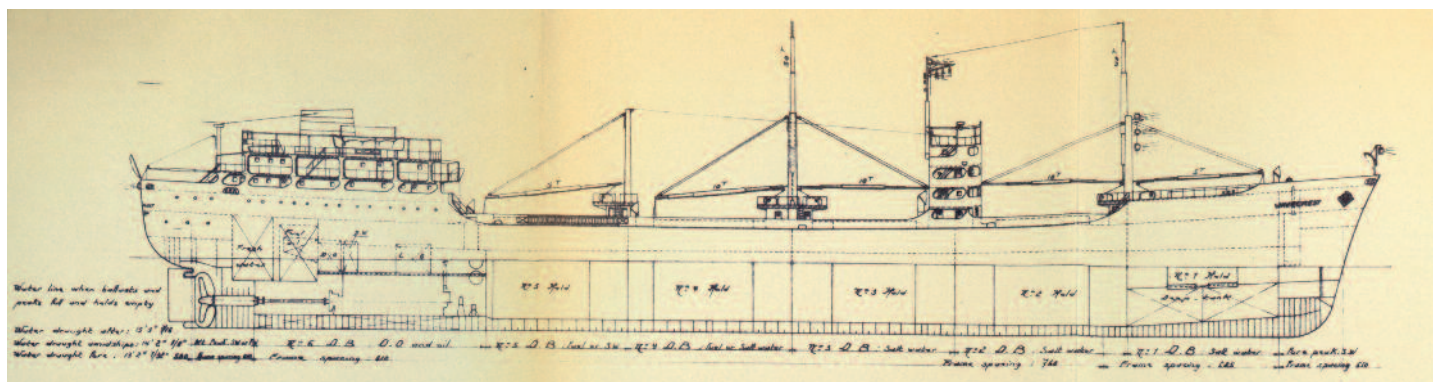
En 2017, 493 services d'archives communales ou intercommunales ont répondu à l'enquête statistique annuelle. Près de 20 % d'entre eux ont une compétence mutualisée, soit que leur périmètre recouvre les archives de l'intercommunalité et celles de la commune-siège, soit qu'il recouvre les archives de l'intercommunalité et celles de tout ou partie des communes qui en sont partie prenante. Beaucoup de ces services ont collecté sensiblement plus d'archives publiques en 2017 qu'en 2016, si bien que l'accroissement moyen des fonds d'archives publiques est passé de 55 ml à 70 ml, soit une augmentation de 27 %. À la collecte des archives papier s'est ajoutée la prise en charge près de 10 To d'archives numériques par 53 services différents, alors qu'en 2016 seulement 759 Go avaient été collectés par 41 services. Cette augmentation s'explique presque entièrement par deux importantes

opérations d'archivage électronique réalisées par les Archives de Cannes (émissions de télévision locale).

	Accroissement annuel moyen	Métrage linéaire conservé
2015 (466 services)	55 ml	739 085 ml
2016 (462 services)	59 ml	750 315 ml
2017 (493 services)	75 ml	828 160 ml

Enfin, 45 centres de gestion proposant aux communes un service d'aide à l'archivage ont répondu à l'enquête annuelle. Leur activité a été stable par rapport à l'année 2016 avec au total 792 diagnostics, 605 opérations de maintenance, 995 interventions et 350 opérations de sensibilisation dans les communes, EPCI ou hôpitaux. Les interventions des archivistes des centres de gestion ont entre autres permis d'éliminer 19,5 kml d'archives et d'en classer 33,4 kml, ce qui témoigne du suivi exercé auprès des collectivités par ces services d'importance très variable (entre 1 et 17 ETP), qui comptent en moyenne 3 ETP.

Plan de navire (détail), collecté par les Archives municipales de La Seyne-sur-Mer



## ARCHIVAGE DES DONNÉES NUMÉRIQUES

### Politique et actions des Archives de France en faveur de l'archivage électronique

Les Archives de France ont poursuivi en 2017 leur politique en faveur de l'archivage électronique auprès des collectivités mais aussi des services d'administration centrale, notamment dans le cadre du programme VITAM.

Lancé en 2014, le dispositif DIAMAN (Dispositif d'accompagnement des ministères pour l'archivage numérique) permet aux ministères de bénéficier de prestations de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage axées sur la thématique de l'archivage électronique et menées par des cabinets spécialisés, avec le concours et sous le pilotage des missions des Archives de France et des services d'archives ministériels. En 2017, cinq DIAMAN ont permis de réaliser des études portant sur l'interfaçage des systèmes d'information archivistique avec VITAM, la mise en œuvre d'un flux issu de l'application NOMOS (Cour de cassation) vers ADAMANT, l'archivage des GED et espaces collaboratifs (ministères sociaux et de l'Écologie), l'archivage probant (Agence nationale de sécurité sanitaire) ou encore les processus d'archivage au ministère de l'Agriculture.

La quatrième édition de l'appel à projets AD-ESSOR, débuté en 2014 dans le cadre du programme VITAM et destiné à soutenir les collectivités dans la réalisation de projets portant sur l'archivage électronique, a permis de soutenir 24 candidats (13 départements, 10 communes ou intercommunalités, 1 région). Parmi ces projets, 12 sont directement liés à un dispositif mutualisé et 10 envisagent une mutualisation à moyen ou long terme, avec d'autres collectivités proches ou avec les autres communes de l'intercommunalité. La subvention AD-ESSOR a permis de soutenir l'ensemble des étapes liées au déploiement et au fonctionnement d'un système d'archivage électronique, puisqu'elle a concerné aussi bien des études préalables au déploiement de la solution, le déploiement logiciel, l'achat d'infrastructures que des études de sécurité, des scénarii de mutualisation et le développement de connecteurs entre le système d'archivage électronique (SAE) et des applications métier.

Le 4 juillet 2018 a eu lieu une journée de restitution rassemblant les porteurs de projets de l'année 2017, dans l'objectif de partager les retours d'expérience et les avancées réalisées dans le domaine de l'archivage électronique.

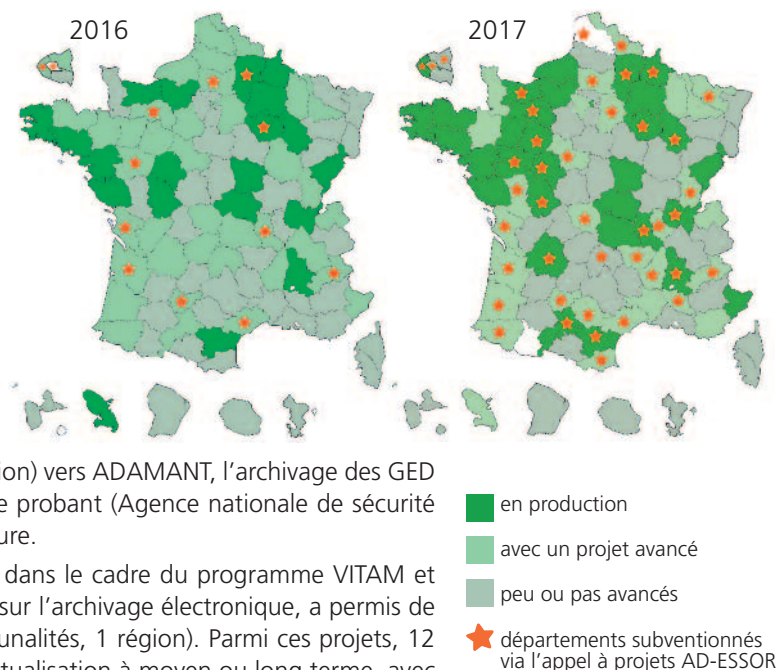
Outre ces dispositifs d'accompagnement, les Archives de France ont également mené des actions de développement et de diffusion d'outils destinés à faciliter l'archivage électronique dans les services d'archives.

À la suite de la mise à disposition de l'outil SHERPA (Service hébergé pour la rédaction de profils d'archivage), des journées régionales de présentation ont eu lieu dans les régions Pays-de-la-Loire, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Normandie afin de revenir sur le SEDA (Standard d'échange de données pour l'archivage) et de former à la manipulation de l'outil.

L'année 2017 a également marqué le début du développement d'OCTAVE (Outil de constitution et de traitement des versements électroniques), une solution libre destinée à permettre le classement, la description et l'export au format SEDA des fichiers bureautiques.

Enfin, les Archives de France ont participé aux travaux lancés dans le cadre du programme interministériel VITAM visant à créer un logiciel générique d'archivage électronique. Une première version fonctionnelle a été livrée en novembre 2017, dernière étape avant la version 1 de production prévue en mars 2018. Des chantiers plus vastes sont également abordés dans le cadre du programme : préservation des données numériques, traitement des documents classifiés, gestion de la preuve, etc.

État des projets d'archivage électronique dans les départements



### L'externalisation

Au 31 décembre 2017, 39 personnes morales bénéficiaient d'un agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (25 pour l'archivage papier, 11 pour l'archivage numérique, 3 pour un archivage mixte). Au total, 80 sites sont agréés pour le papier et 28 pour le support numérique. Six nouveaux sites ont été agréés pour la première fois en 2017 (2 pour le numérique et 4 pour le papier), tandis que 24 ont vu leur précédent agrément renouvelé (8 pour le numérique et 16 pour le papier). Le volume total recensé des archives publiques externalisées avoisine les 800 kml.

## Archivage numérique et collectivités territoriales

La dynamique de déploiement de systèmes d'archivage électronique se poursuit. 4 régions, 32 départements et 32 communes et intercommunalités possèdent actuellement un SAE en fonctionnement.

Si l'on considère non seulement ces projets en production, mais également les collectivités impliquées dans des actions de mise en œuvre et de réflexion autour de l'archivage électronique, le total s'élève à 6 régions, 92 départements et 216 communes et intercommunalités. Il est intéressant de noter que la part des dispositifs mutualisés dans les projets de SAE est croissante : la mutualisation concerne 4 régions, 27 départements et 43 communes et intercommunalités.

La collaboration entre les services informatiques et les services d'archives est primordiale pour la mise en œuvre d'un projet d'archivage électronique, et il est très positif de constater que la plupart des événements portant sur le sujet (journées de restitution AD-ESSOR, journées de présentation sur l'archivage électronique) regroupent à présent des professionnels des deux spécialités.

## DESCRIPTION ARCHIVISTIQUE

### Traitement des fonds par les services publics d'archives

En 2017, environ 45 kml d'archives ont été munis d'un instrument de recherche dans les 100 services départementaux d'archives ayant répondu à l'enquête annuelle, soit une moyenne de 457 ml par service. Les 493 services d'archives municipales et intercommunales ayant répondu à l'enquête ont décrit près de 35 kml, soit une moyenne de 79 ml par service.

Pour les archives régionales, ces chiffres sont de 8 160 ml environ, soit une moyenne par service de 627 ml.

Le volume inventorié s'élève à 3 481 ml pour les trois services à compétence nationale (Archives nationales, Archives nationales du monde du travail, Archives nationales d'outre-mer).



Photographie inventoriée par les Archives départementales du Loiret dans le cadre du classement d'un fonds d'archives sur les coopératives agricoles



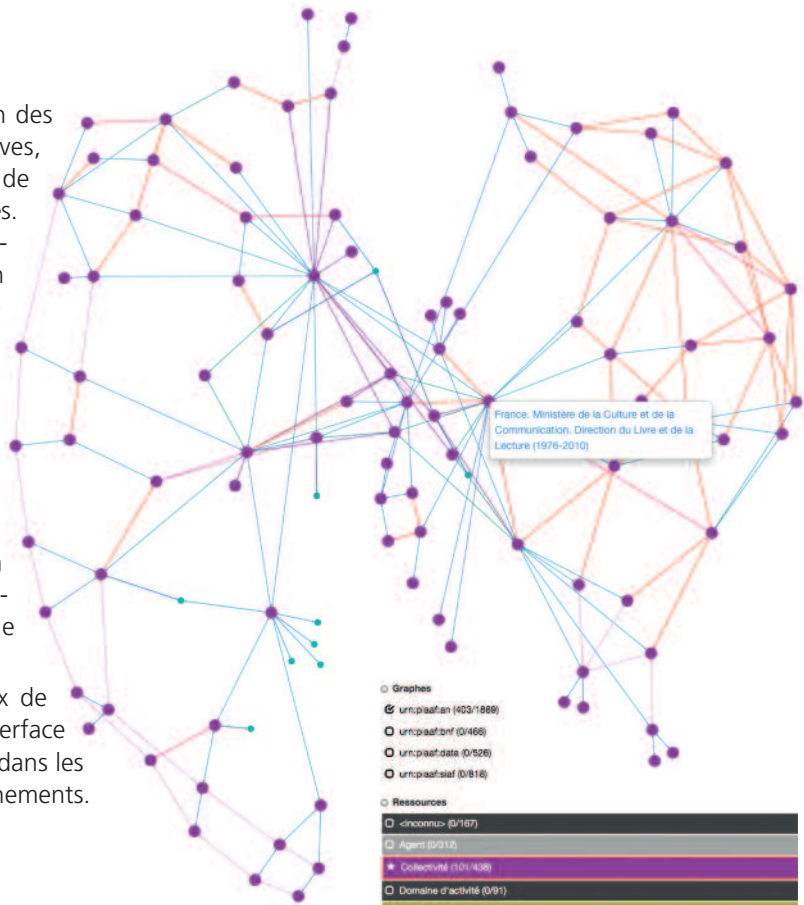
Pièces issues des fonds du tribunal de commerce de Brioude, classé par les Archives départementales de la Haute-Loire



## Actions menées par les Archives de France

2017 a constitué une étape importante dans l'application des technologies du web sémantique au domaine des archives, grâce au développement d'un premier outil expérimental de sémantisation et de visualisation de métadonnées archivistiques. Intitulé « Pilote d'interopérabilité pour les autorités archivistiques françaises » (PIAAF), cet outil est l'aboutissement d'un projet mené par les Archives nationales, le Service interministériel des Archives de France et la Bibliothèque nationale de France depuis 2015. Il part du constat que les institutions patrimoniales produisent des métadonnées informatisées en très grande quantité, mais que ces réservoirs de données sont faiblement interconnectés. En outre, les relations renseignées dans les notices descriptives ne sont pas suffisamment visibles ni exploitées. Le projet rejoint également les réflexions actuelles autour de la modélisation de la description archivistique et les travaux en cours au sein du Conseil international des archives pour la construction d'un modèle conceptuel et d'une ontologie.

Après une phase de sélection et de conversion des jeux de métadonnées a été développée par les partenaires une interface en ligne permettant de visualiser les données, de naviguer dans les jeux de données et d'y effectuer des recherches et des alignements.



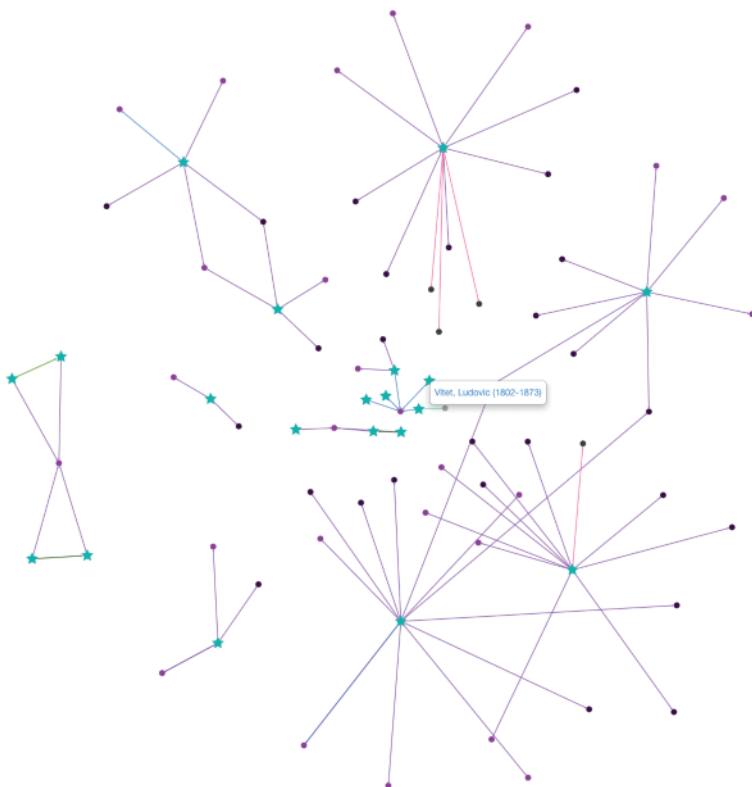
- Graphes
- un:paafan (403/1886)
- un:paafbnf (0/468)
- un:paafdata (0/826)
- un:paafsaif (0/818)

### Ressources

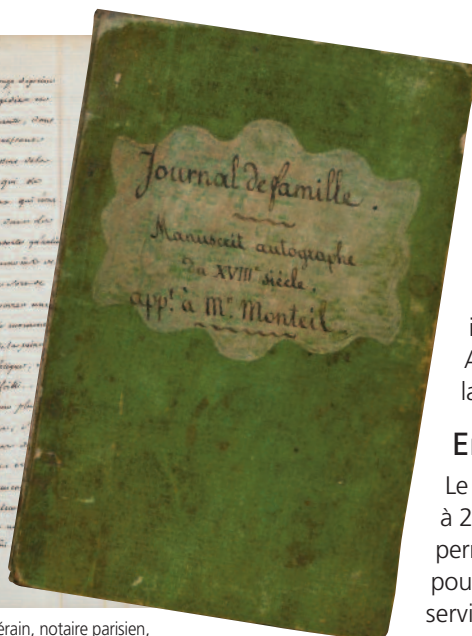
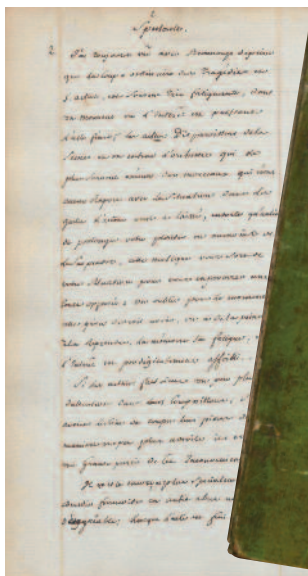
- <inconnu> (0/167)
- Agent (0/313)
- Collectivité (101/438)
- Domaine d'activité (0/91)
- Catégorie de collectivité (0/6)
- Personne (9/29)
- Lieu (0/140)
- Poète (0/22)
- Groupe de documents (0/445)
- Groupe de documents au plus haut niveau (0/38)
- skos:Concept (0/15)

### Relations

- identique à (0/196)
- a pour domaine d'activité (0/816)
- sous le contrôle ou la tutelle de (0/280)
- subdivision de (0/143)
- subdivision de (84/293)
- a pour entité hiérarchiquement supérieure (0/11)
- a pour entité hiérarchiquement inférieure (0/199)
- créateur de (0/148)
- a pour membre (0/7)
- a pour subdivision (80/290)
- appartient à la catégorie de personnes (0/8)
- contrôle ou a la tutelle de (33/260)
- a autorité sur (0/13)
- a pour localisation (0/156)
- est la provenance archivistique de (0/618)
- a pour catégorie ou type (0/231)
- dirigé par (7/57)



Pilote d'interopérabilité pour les autorités archivistiques françaises (PIAAF)



Journal intime de Philippe Déhérain, notaire parisien, (1783-1788, complété en 1805), acheté par les Archives de France pour les Archives nationales

## ARCHIVES PRIVÉES

Deux événements ont marqué l'année 2017 :

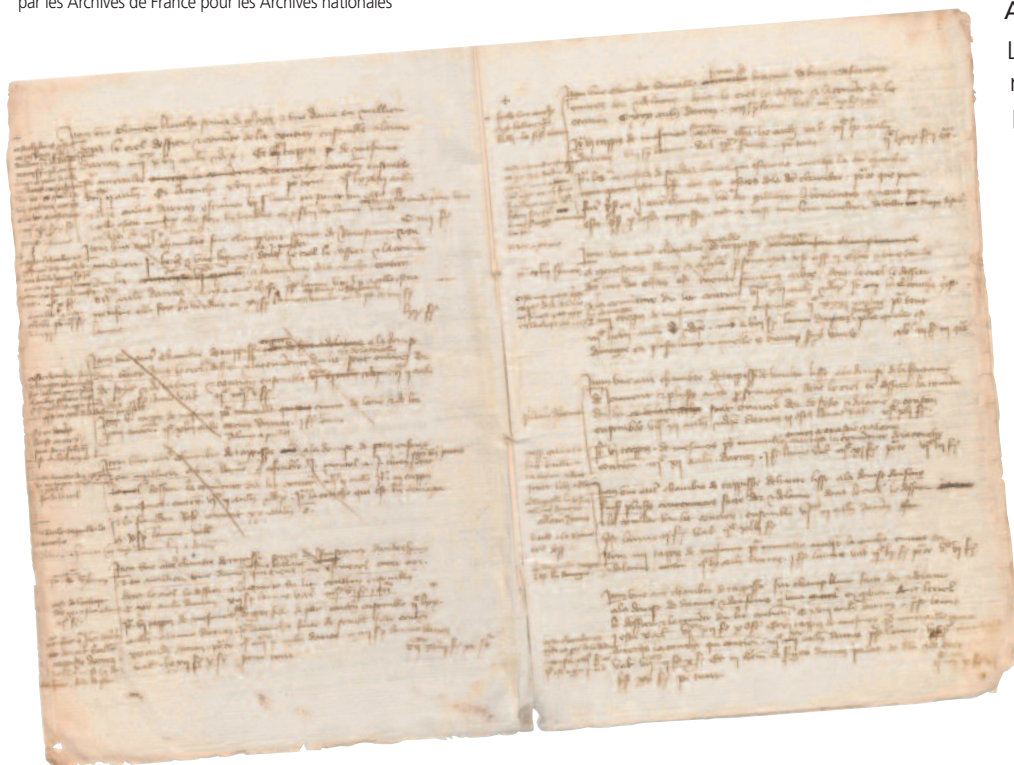
- l'adoption de l'ordonnance n° 2017-1134 du 5 juillet 2017 portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel, qui vise l'instruction des certificats d'exportation, la revendication, la préemption et le transfert de biens culturels ;
- la liquidation de collections de la société Aristophil, comportant potentiellement de nombreux documents d'origine publique, qui a impliqué une mobilisation des trois ministères concernés (ministère des Armées, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère de la Culture).

### Enrichissement des collections

Le budget total alloué aux acquisitions d'archives privées en 2017 s'est élevé à 250 000 €, soit une hausse de 25 % par rapport au budget de 2016. Il a permis d'acquérir un certain nombre de fonds d'archives ou de pièces isolées pour les Archives nationales et de subventionner les achats réalisés par les services d'archives territoriaux.

### Acquisitions

Les crédits destinés aux Archives nationales sont montés à 133 000 €. Ils ont permis, entre autres achats, l'acquisition de la « Prisée » des tapisseries ayant appartenu à Louis d'Orléans, frère du roi Charles VI, réalisée à sa mort par sa veuve Valentine Visconti (1408), des deux journaux de la mission Marchand au Kéné Dougou (Burkina Faso) en 1891-1892 et dans les territoires Mandé en 1894-1895, ou encore des archives personnelles de la maréchale Oudinot.



Inventaire établi par deux marchands-tapisseries sollicités par Valentine Visconti, veuve de Louis duc d'Orléans (1372-1407), pour « voir, priser et aulner » les tapisseries, tapis et chambres de tapisserie présents dans les hôtels parisiens des Tournelles et de Bohême (1408), acheté par les Archives de France pour les Archives nationales

## Subventions

117 000 € ont été accordés en subvention aux collectivités territoriales (de 600 € à 23 300 €), couvrant ainsi entre 27 % et 50 % du montant total des achats et permettant à 26 services (19 services d'archives départementales, 7 services d'archives municipales) d'enrichir leurs fonds. On peut citer entre autres les archives de la famille Richard (Archives départementales de la Côte-d'Or), les archives de René Bazin (Archives départementales de Maine-et-Loire) ou encore le chartrier de Ludre (Archives départementales de la Meurthe-et-Moselle).

Le Fonds du patrimoine a aidé à hauteur de 70 000 € l'achat par les Archives départementales du Finistère du fonds du folkloriste breton Théodore Hersart de La Villemarqué.

## Protection du patrimoine

### Contrôle des exportations

268 demandes d'exportation, hors de France (220) ou hors d'Europe (48), ont été instruites, et 231 accordées.

25 autorisations de sortie temporaire ont été délivrées, permettant la participation à de belles manifestations étrangères, telles que l'exposition « *Ocean liners : glamour, speed and style* » au Peabody Essex Museum, à Salem, aux États-Unis (prêts des Archives nationales du monde du travail et de l'Académie d'architecture), ou l'exposition consacrée à Richard Cœur de Lion au Musée historique du Palatinat, à Spire, en Allemagne (prêts des Archives nationales et des Archives départementales de la Seine-Maritime).

67 licences d'exportation hors Union européenne ont été instruites, 59 pour des sorties définitives ou temporaires de biens culturels et 8 pour des sorties temporaires de trésors nationaux.

6 opérations de numérisation avant exportation ont été financées.

### Actions de revendication

L'année 2017 a été marquée par un approfondissement de la réflexion, et, *de facto*, de la démarche de revendication, axé sur la mise en œuvre d'un pilotage convergent entre les différents ministères impliqués (Armées, Europe et Affaires étrangères, Culture), dans la droite ligne du vademecum sur la revendication des archives publiques publié en octobre 2016. Cette réflexion a trouvé son premier champ d'expérimentation dans le suivi de la liquidation des collections Aristophil, opération d'une envergure considérable qui permet d'avérer *in vivo* la coordination interministérielle et l'interaction positive avec le marché de l'art.



Carte de la Laponie norvégienne (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) issue du fonds d'archives de la famille Richard, acheté par les Archives départementales de la Côte-d'Or grâce à une subvention des Archives de France



« Bains de mer des Sables-d'Olonne », affiches des Chemins de fer de l'État (1892-1910) achetées par les Archives municipales des Sables-d'Olonne grâce à une subvention des Archives de France



Chantier du bâtiment des Archives départementales de l'Aisne

## BÂTIMENTS D'ARCHIVES

Les services d'archives départementales conservent en moyenne 27 kml de documents, dans des magasins dont la surface cumulée dépasse les 5 000 m<sup>2</sup>. Le métrage linéaire disponible dans ces bâtiments est en moyenne de 6,5 kml, pour une capacité de 33 kml, soit un taux d'occupation de plus de 80 %. Ces bâtiments, d'une superficie moyenne de plus de 8 000 m<sup>2</sup>, accueillent aussi des lecteurs – en moyenne 1 000 inscrits – et environ 4 000 visiteurs d'expositions dans les espaces recevant du public.

Ces chiffres varient peu au fil du temps malgré la réalisation constante de projets de grande envergure.

L'année 2017 a vu le bâtiment des Archives départementales de l'Aisne, d'une capacité de 40 kml, prendre forme. Cet édifice à 75 % dédié aux Archives (avec une surface dans œuvre de près de 6 000 m<sup>2</sup> pour ce service) sera partagé avec la bibliothèque départementale de prêt et des réserves du musée de la Caverne du Dragon. Des rayonnages mobiles électriques équiperont les magasins. Le projet a été conçu par le cabinet De Alzua, également l'un des maîtres d'œuvre des nouveaux magasins des Archives départementales du Nord (2011-2013).

Toujours dans la région Hauts-de-France, les travaux sur deux sites pour les Archives départementales de la Somme se sont poursuivis et achevés sous la houlette des architectes strasbourgeois du cabinet Denu et Paradon, qui avaient déjà signé le bâtiment des Archives départementales de la Meuse (2006-2011). Le bâtiment historique en centre-ville a fait l'objet d'importants travaux d'aménagement des locaux de travail, après la création de nouveaux lieux d'accueil du public. Par ailleurs, l'annexe neuve de grande qualité à Dury, d'une capacité de 37 kml, a fait l'objet d'une surveillance attentive pour donner au béton le temps de sécher et s'assurer du bon fonctionnement des installations climatiques avant l'installation des documents. Ici, pas de rayonnages mobiles électriques, mais un oculus vitré dans la porte des magasins, qui offre un confort d'usage au personnel. L'importance de l'éclairage naturel, au moins dans les circulations desservant les magasins, est d'ailleurs à souligner dans les bâtiments d'archives.



Façade du nouveau bâtiment des Archives de Beausoleil (Alpes-Maritimes)

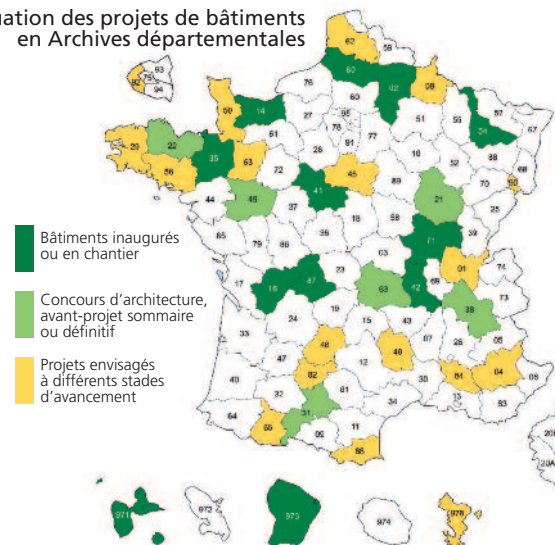
En Meurthe-et-Moselle, la réalisation de la réhabilitation et de l'extension d'une ancienne école normale, avec pour architecte Daniel Rubin, lui aussi impliqué auparavant dans les chantiers de bâtiments d'archives avec l'extension des Archives de la Haute-Marne (2009-2011), s'est poursuivie.

En Guyane, le bâtiment des Archives départementales et des réserves muséales s'approche de plus en plus de l'image de synthèse proposée par les architectes du cabinet D3, maîtres d'œuvre de ce projet mutualisé de grande envergure. L'enveloppe du bâtiment évoque le carbet, bâtiment traditionnel guyanais, avec des vantelles de bois servant à limiter les rayonnements solaires verticaux. La même équipe d'architectes a conçu l'important projet de bâtiment neuf des Archives départementales de l'Isère, en phase de conception.

Sans entrer dans l'énumération de tous les projets, l'habillage de la façade du bâtiment des Archives départementales de la Charente par une œuvre du dessinateur François Schuiten, permettant de le protéger des infiltrations d'eau, mérite d'être cité. En Saône-et-Loire comme en Haute-Vienne, en Loir-et-Cher, dans la Loire ou en Guadeloupe, divers chantiers d'extension ou de création d'annexes de qualité sont représentatifs de ces solutions souvent retenues lorsque la création d'un nouveau bâtiment *ex nihilo* ne s'impose pas en raison des qualités et des caractéristiques du bâtiment existant.

L'année 2017 a également vu l'inauguration des Archives municipales de Beausoleil dans les Alpes-Maritimes, installées dans une ancienne trésorerie, ainsi que l'extension des Archives municipales de Grand Châtelierault, tandis que dans le Bas-Rhin le chantier de la synagogue réhabilitée pour les Archives municipales et les réserves des musées s'est poursuivi à Wissembourg. Trois exemples témoignant là aussi des choix actuels des municipalités pour leurs archives : la réhabilitation et la mutualisation de services à caractère culturel. Un autre type de mutualisation souvent envisagé concerne les archives des communautés d'agglomération.

Situation des projets de bâtiments en Archives départementales



Futur bâtiment des Archives départementales de l'Isère



Sinistre aux Archives territoriales de Saint-Martin après le passage de l'ouragan Irma (septembre 2017)

## CONSERVATION PRÉVENTIVE

### Sécurité et sûreté

L'année 2017 aura été marquée par deux importants sinistres, celui des Archives territoriales de Saint-Martin, dont le bâtiment a été très gravement endommagé par l'ouragan Irma le 6 septembre 2017, et celui qui a touché les sous-sols de l'immeuble des Bons-Enfants du ministère de la Culture à la suite de l'épisode orageux du 10 juillet 2017.

Dans les deux cas, l'eau a inondé une partie des archives (16 ml pour les archives de Saint-Martin et 3,6 kml pour les archives du ministère de la Culture), et c'est grâce à la mobilisation des équipes que les fonds ont pu être sauvés dans leur intégralité. Il faut souligner le formidable dévouement de la directrice et des agents des Archives territoriales de Saint-Martin, qui, dans des conditions de dénuement et de désastre extrêmes, ont travaillé sans relâche pendant plus d'un an pour non seulement assurer le séchage des archives inondées, mais également permettre au reste des fonds (300 ml en tout) d'échapper à une contamination généralisée par les moisissures.

### Conseil, expertise, formation

128 demandes de conseil et d'expertise en conservation préventive et curative ont été enregistrées en 2017 par les Archives de France, dont la plupart continuent à porter sur les questions de contamination des collections par les moisissures et de gestion du climat dans les locaux de conservation.

Afin de sensibiliser les archivistes et de leur permettre d'acquérir des notions fondamentales de conservation préventive, les Archives de France ont lancé en 2017 la fabrication de films pédagogiques qui pourront être visionnés sur le compte Dailymotion du ministère de la Culture. Au rythme de 3 films par an, les principaux sujets de conservation préventive seront abordés : gestion d'une contamination par les moisissures, plan de sauvegarde et d'urgence, qualité des matériaux de conservation, etc.

### La conservation préventive dans les services d'archives

#### Dépoussiérage

Les stratégies de dépoussiérage des fonds sont très différentes selon la nature des services. Alors que le nombre de mètres linéaires dépoussiérés diminue de manière notable pour les Archives communales, c'est le contraire pour les Archives départementales.

Le dépoussiérage, qui pour les Archives communales est une opération plutôt anecdotique (chaque année, seules 5 % d'entre elles l'entreprennent), se fait essentiellement en interne. Lorsque du dépoussiérage est demandé à un prestataire extérieur, il est généralement intégré à une opération de désinfection qui fait suite à un sinistre d'envergure ayant engendré une contamination par les moisissures.

Les Archives départementales, quant à elles, intègrent le dépoussiérage dans leurs tâches quotidiennes, de manière préventive en interne au fil de l'eau ou par campagnes d'envergure. On constate en outre que cette activité progresse d'année en année, le nombre de mètres linéaires confiés à des sociétés extérieures restant en revanche plutôt stable.



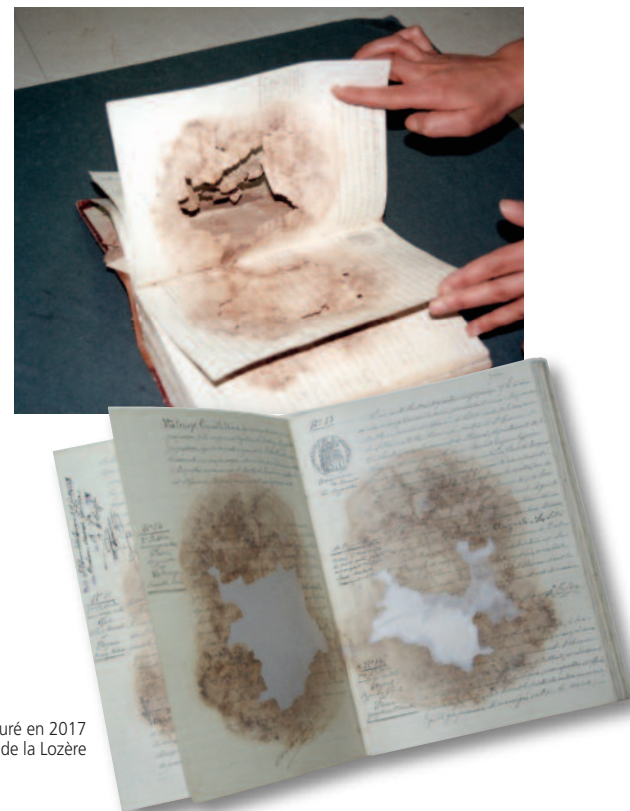
Test dans le cadre du plan de sauvegarde et d'urgence sur le site parisien des Archives nationales

## Restauration

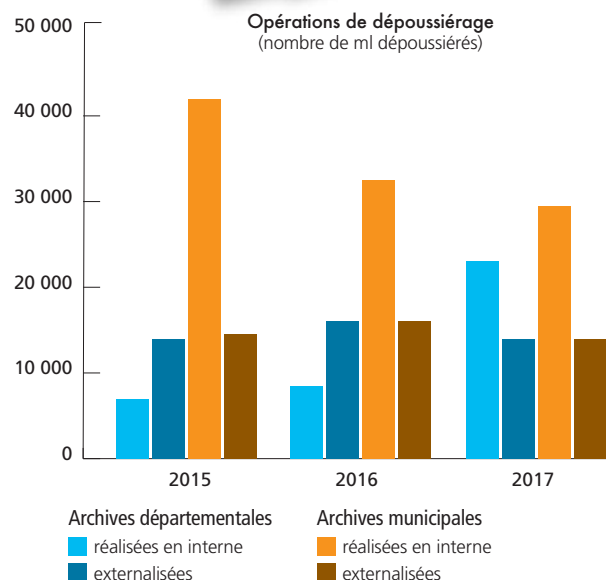
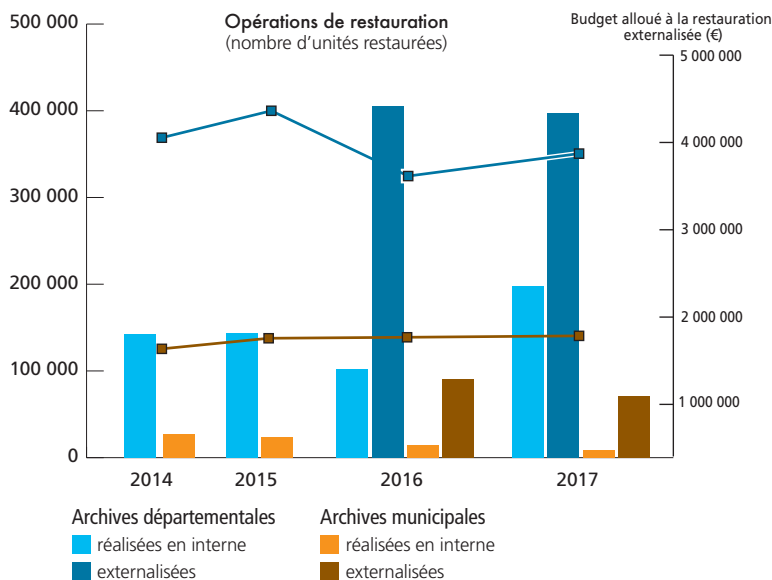
La baisse du nombre d'opérations de restauration réalisées en interne dans les services d'archives communales, déjà constatée en 2016, se confirme en 2017, alors même que les fonds continuent de s'accroître (8 155 opérations de restauration réalisées en interne en 2017 contre 29 929 en 2014, soit une baisse de 72 %) et que le nombre de services d'archives communales dotés d'un atelier de restauration ne diminue pas. Ce phénomène est moins marqué pour les Archives départementales, pour lesquelles le nombre de documents traités en interne reste constant.

Les budgets que les Archives communales consacrent à la restauration externalisée augmentent légèrement, passant de 1 719 941 € en 2014 à 1 772 095 € en 2017 (ceux des Archives départementales restent stables à environ 4 000 000 € depuis 2014), ce qui pourrait signifier que la restauration jadis réalisée en interne est aujourd'hui préférentiellement confiée à des prestataires extérieurs. Il est cependant assez paradoxal de constater que, par rapport à 2016, le nombre d'unités (volume, page, document figuré) donné à restaurer diminue légèrement. Cette tendance, qui mérite d'être confirmée, s'expliquerait par la nature des travaux confiés aux prestataires, qui seraient plus complexes et donc, plus coûteux.

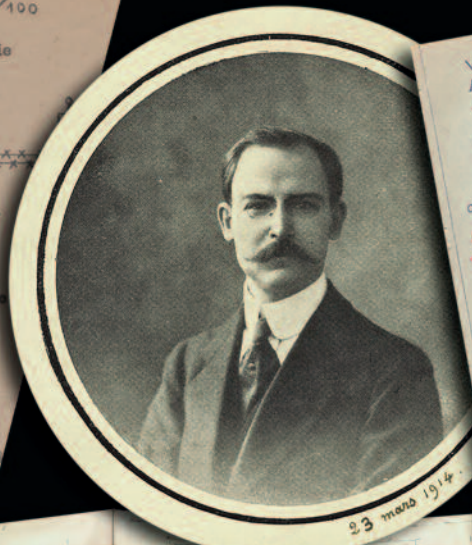
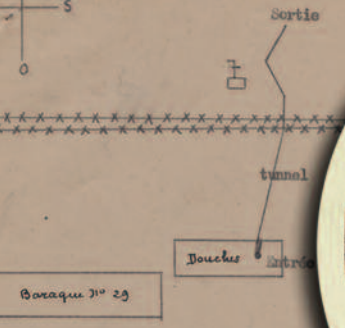
On remarquera que les efforts fournis par les Archives communales pour la restauration externalisée sont globalement plus importants, puisque le budget qu'elles consacrent à ce volet est d'environ 2,30 € par mètre linéaire conservé, alors qu'il est d'environ 1,50 € pour les Archives départementales. Ces montants sont stables sur les 4 dernières années.



Registre restauré en 2017  
aux Archives départementales de la Lozère



Croquis 2/100



Text in French, possibly a letter or report, mentioning 'Chartres' and 'Abelis'.



Destinataires:  
le préfet de l'Orne et Loir  
le colonel commandant la Légion de gendarmerie d'Orne  
le Colonel commandant la Légion de gendarmerie d'Orne  
à Monsieur le PREFET d'Orne  
Chartres, le



Confirmation de Don et  
Erection de Marquisat  
en faveur de Madame  
de Manknon

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre

C. J. Martineau  
Cottet



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
PREFECTURE D'EURE ET LOIR  
**Tueries Particulières**  
Commune de Saint-Balletin  
Extrait d'Arrêté d'Autorisation

LA REGLE & MANIERE  
DU JEU DE L'OYE

Table with multiple columns of text, possibly a schedule or list of names.



pour un mal de gorge ordinaire, prenez des verres de terre, enfermez les  
dans un linge cousu aux extrémités, appliquez les sur la partie souffrante  
et en peu de temps vous serez soulagé.

Vertical text on the right edge, possibly a page number or reference.



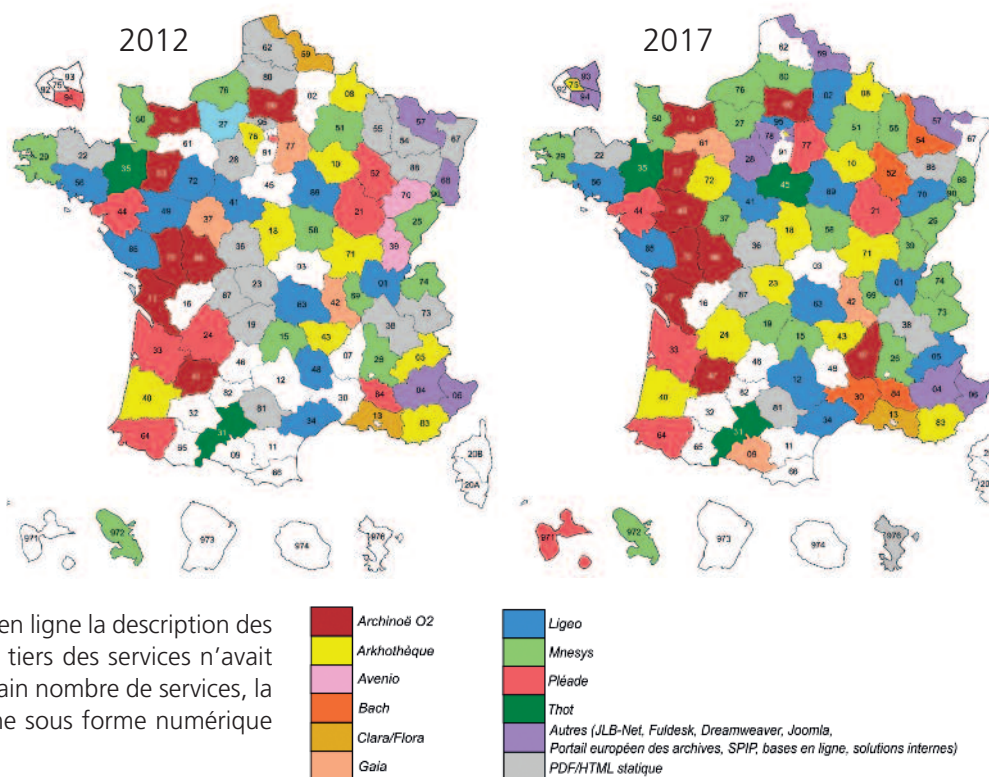
# Diffuser et faire connaître l'océan archivistique

## INFORMATISATION DES SERVICES D'ARCHIVES

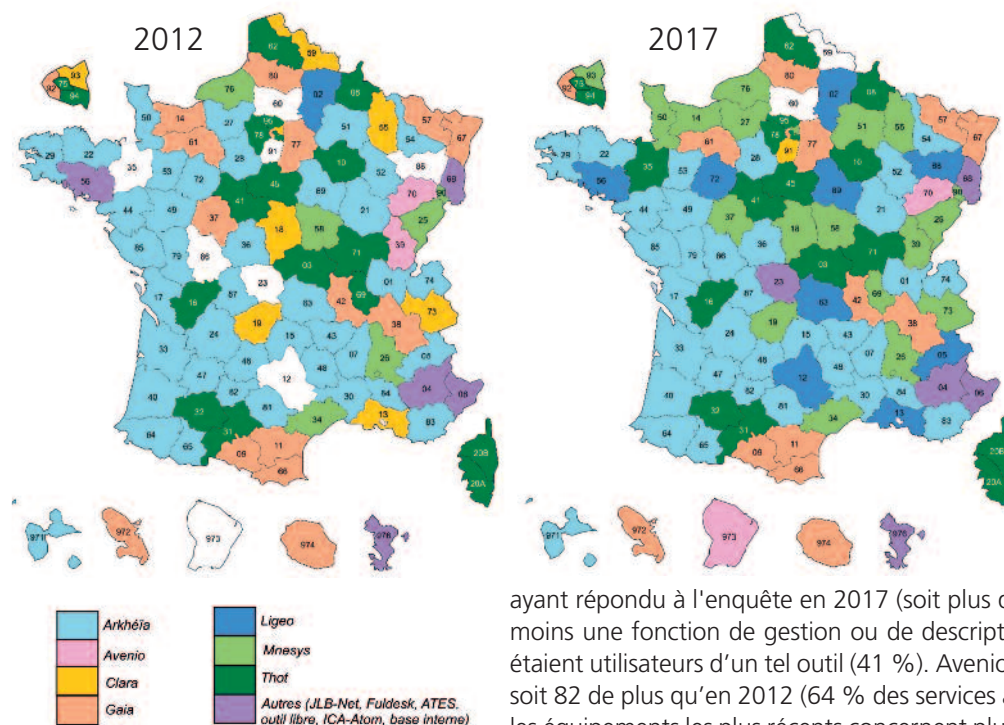
Le phénomène de réinformatisation, qui s'était particulièrement accentué en 2016 avec 10 services départementaux engagés dans cette démarche, s'est ralenti en 2017, mais concerne néanmoins 5 départements. Dans trois cas, c'est Ligeo qui a accentué son implantation. Le logiciel Mnesys est installé, quant à lui, dans un département supplémentaire et, nouveauté à souligner, Arkothèque – pourvu désormais de fonctionnalités de gestion – équipe les Archives départementales du Var.

La possibilité de publier sur internet des instruments de recherche constitue un souhait fort des services, qui, à plus de 83 %, ont adopté une solution – qu'elle soit maison ou appuyée sur les éditeurs du marché – permettant de rendre visible en ligne la description des ressources conservées. En 2011, plus du tiers des services n'avait pas de solution logicielle, et, pour un certain nombre de services, la consultation des instruments de recherche sous forme numérique était limitée à la salle de lecture.

Outils utilisés dans les Archives départementales pour la publication sur internet des instruments de recherche



## Progiciels utilisés dans les Archives départementales pour la production d'instruments de recherche



ayant répondu à l'enquête en 2017 (soit plus de 60 %) utilisent un logiciel du marché pour au moins une fonction de gestion ou de description, alors qu'en 2012, 165 sur 403 répondants étaient utilisateurs d'un tel outil (41 %). Avenio reste le produit le plus utilisé, avec 192 services, soit 82 de plus qu'en 2012 (64 % des services ayant répondu contre 67 % en 2012). Toutefois, les équipements les plus récents concernent plutôt Mnesys (34 implantations contre 10 en 2012) et Ligeo (20 contre 3 en 2012). Thot, avec 32 services, a peu progressé par rapport à 2012 (26 services), et Arkhéia se maintient sensiblement au même niveau qu'en 2012 avec 12 services.

En ce qui concerne les Archives régionales, les conditions n'étaient pas réunies en 2017 pour permettre l'émergence de nouveaux projets. En effet, l'énergie et les moyens ont été absorbés par les ajustements de données, notamment les mises en convergence des récolements générés par la mise en commun des structures dans les nouvelles régions. Dans certains cas, des outils d'amélioration ont pu être mis en place (on peut citer une rubrique partagée sur le site internet de la région Grand-Est). Dans d'autres cas, en revanche, les nouvelles régions n'ont pas encore remplacé les sites internet des anciennes régions (Hauts-de-France par exemple).

Pour les structures communales et intercommunales, l'informatisation continue son chemin. Ainsi 298 services sur les 493

## POLITIQUE DE NUMÉRISATION

### Budget des services en matière de numérisation

L'investissement des services d'archives départementales en faveur de la numérisation est resté stable en 2017, mettant ainsi fin à la baisse des dernières années. On peut néanmoins noter que les budgets consacrés à la numérisation par les départements ont fondu de presque 25 % entre 2014 et 2017. 18 services n'ont déclaré aucune dépense en matière de numérisation, ce qui n'a pas empêché certains d'entre eux de poursuivre une politique active de numérisation en interne. 8 services ont dépensé plus de 100 000 € (dont deux plus de 150 000 €), deux autres approchant cette barre, avec plusieurs grands projets comme les registres matricules (Archives de Paris) ou la presse locale (Archives départementales de l'Aisne).

On observe une inversion de tendance plus marquée dans les communes, avec 718 162 € consacrés à la numérisation par les 493 services ayant répondu à l'enquête, soit une moyenne de 3 192 € (contre 3 050 € en 2016 et 3 500 € en 2015). 130 services se sont effectivement investis dans des programmes de numérisation (contre 123 en 2016 et 112 en 2015), et 19 d'entre eux ont dépensé plus de 10 000 € dans ces opérations (autant qu'en 2016).

## Fonds numérisés

Le nombre de pages et d'images numérisées au cours de l'année par les services départementaux s'élève à 28 millions (soit une hausse de 17 % par rapport à 2016), portant ainsi le total de pages et d'images numérisées à plus de 475 millions, dont 80 % mises en ligne sur leurs sites.

Les Archives municipales ont, pour leur part, numérisé 2,7 millions de pages et d'images en 2017, soit un total de près de 34 millions, dont 55 % sont en ligne (18,6 millions).

Avec un total d'1,4 million de pages et d'images numérisées en 2017, les services à compétence nationale totalisent à eux trois près de 14 millions de pages et d'images numérisées depuis le début des opérations de numérisation, dont plus des trois quarts sont accessibles en ligne.

Les Archives nationales et les Archives départementales des Yvelines se sont notamment lancées dans la numérisation et la transcription de testaments de Poilus grâce à un outil collaboratif en ligne. Dans le cadre du projet HIMANIS (*Historical MANuscript Indexing for user-controlled Search*), les Archives nationales collaborent également à un autre projet innovant : la reconnaissance par ordinateur des écritures anciennes et la recherche en plein texte dans des sources manuscrites médiévales (corpus des registres de la chancellerie royale des années 1302 à 1483).

Livres de donations de la fondation de l'Œuvre Notre-Dame,  
numérisé par les Archives de la Ville et de l'Eurométropole  
de Strasbourg



Projet de cosmorama pour l'Exposition universelle de 1900 (1897), numérisé par les Archives nationales



Mala Goy, photographies issues du fonds  
du Service central photographique et d'identité  
du ministère de l'Intérieur (1908), numérisées  
par les Archives nationales



Passeport accordé par un officier de l'Armée catholique et royale  
à un prisonnier de guerre renvoyé chez lui (1793), appartenant  
au dossier de procédure du Comité provisoire de Saumur jugé  
par le Tribunal révolutionnaire, conservé aux Archives nationales  
et numérisé par les Archives départementales de la Vendée

## Espeyran

En 2017, le Centre national du microfilm et de la numérisation (CNMN) conserve les collections de microfilms des Archives nationales, des Archives nationales d'outre-mer, des Archives nationales du monde du travail et de 130 autres services (Archives départementales, Archives municipales, ou encore l'Institut national de la propriété industrielle [INPI] et les services culturels de la ville de Marseille).

La collection totale de microfilms s'élève à 10 651 786 mètres, dont 344 707 mètres de microfilms déposés en 2017.

Cette même année, le dépôt des images numériques représente 67,6 To. Cette collection a été migrée et est désormais conservée sur bandes LTO 6. Le CNMN conserve à l'heure actuelle 206 To de données numériques.

Les ateliers photographiques ont traité 11 571 mètres de microfilms qui avaient fait l'objet de demandes de reproduction de la part des services d'archives et de particuliers. Sur ce total, 2 372 mètres ont été dupliqués et 9 199 mètres ont été numérisés.

54 conventions de dépôt ont été signées entre les services d'archives et les Archives de France.

Enfin, le CNMN a débuté une étude avec l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC) pour permettre la restructuration et la rénovation du sous-sol du bâtiment administratif afin d'accueillir le dépôt des 10 millions de mètres de microfilms des hypothèques de la direction générale des finances publiques (DGFIP) ainsi que la création de 2 salles blanches pour la conservation des archives numériques des Archives nationales dans le cadre du projet ADAMANT.



Plate-forme de migration sur bandes LTO au Centre national du microfilm et de la numérisation

## LE PORTAIL FRANCEARCHIVES

Le portail FranceArchives est le portail fédérateur des services d'archives français. Il permet de retrouver les références de plusieurs millions de documents d'archives, conservés sur l'ensemble du territoire national. Fin 2017, 60 partenaires (2 ministères, 4 services à compé-

tence nationale, 41 services d'archives départementales, 9 services d'archives municipales et 4 établissements publics) l'ont déjà rejoint, et les données déjà diffusées représentent environ 40 % des références d'archives publiques répertoriées. Il attire plusieurs milliers de visiteurs par jour, majoritairement orientés vers le portail par des moteurs de recherche généralistes.

Ouvert au public fin mars 2017, le moteur de recherche du site interroge simultanément les inventaires de toutes les institutions partenaires. Piloté par le ministère de la Culture (Service interministériel des Archives de France), ce portail associe le ministère des Armées, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'ensemble du réseau territorial des archives. Les possibilités de recherche offertes par les technologies du web sémantique, qui sont au cœur des services offerts par FranceArchives, permettent une exploitation inédite de cette richesse documentaire, avec un regroupement des informations sur les personnes, les thèmes et les lieux.

Le site continuera à se développer dans les mois à venir, en intégrant de nouveaux partenaires et de nouvelles données. Pour assurer la diffusion maximale des contenus et favoriser la réutilisation des données publiques, intégrée dans le mouvement pour l'*open data*, FranceArchives propose des jeux de données sous Licence ouverte (licence Etalab), c'est-à-dire accessibles gratuitement et dans des formats qui en permettent la réutilisation.

La France dispose donc maintenant d'un point d'entrée cohérent et unifié vers les fonds massifs et abondants des services publics d'archives.

Les archives départementales de la Marne rejoignent FranceArchives : carte postale de la Marne, « Vitry-le-François. L'auto-stop, ça me connaît »



## POLITIQUE DES PUBLICS : ACTIVITÉS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES

### Observatoire des publics

Le réseau des Archives a montré une fois encore son dynamisme en accueillant au cours de l'année 2017 près d'1,7 million de personnes. Ce chiffre, qui recouvre les séances en salle de lecture, les visiteurs d'exposition, les participants aux différentes activités culturelles et scientifiques ainsi que les scolaires, est à peu près stable par rapport à l'année précédente (sans compter les 150 000 visiteurs de l'exposition organisée sur la digue d'Agon-Coutainville par les Archives départementales de la Manche). En chiffre pondéré cependant, la fréquentation physique globale, qui se maintient depuis 2013, cache d'importantes disparités : l'érosion qui se poursuit en salle de lecture (baisse de 13 % du nombre de séances de travail et de 20 % du nombre d'articles communiqués) est compensée par la hausse du nombre des visiteurs d'exposition (+ 15 %), des scolaires (+ 16 %) et du public des autres activités (+ 8 %).

La consultation des archives s'effectue aussi sous d'autres formes : par correspondance et sur internet. Les demandes par correspondance, qui concernent majoritairement des recherches de nature administrative (jusqu'à 75 %), augmentent d'année en année (+ 13 % en 5 ans) et peuvent peser lourdement sur les services. Sur internet, 2 milliards de pages ont été vues en 2017 par 13 millions de visiteurs uniques. En 5 ans, ce sont presque 20 % de documents supplémentaires qui ont été mis en ligne (400 millions de documents au total). Cet effort considérable ne se reflète cependant pas dans les chiffres de fréquentation, qui accusent au contraire une baisse (- 14 % de pages vues). Si certains services invoquent l'absence de nouveaux fonds mis en ligne et la concurrence du site Filae.com ouvert fin 2016, la baisse des chiffres de fréquentation s'explique aussi par une indexation de plus en plus fiable et des jeux de données peu à peu proposés en *open data*. Les réutilisateurs, publics ou privés, des données mises en ligne constituent par ailleurs un nouveau public pour les services d'archives.

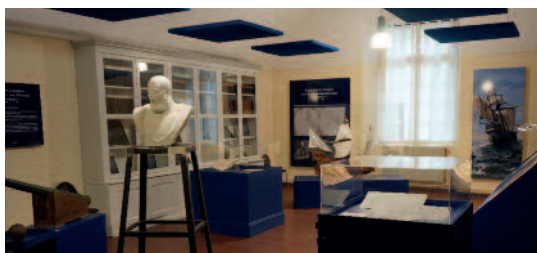
Les réseaux sociaux – Facebook et Twitter en tête – apportent également une ouverture sur un public plus large et plus jeune, sans qu'il soit possible de le comptabiliser précisément. La moitié des Archives départementales sont désormais présentes sur ces réseaux ainsi que 17 % des Archives municipales, grâce à des comptes propres ou à ceux de leur collectivité. Le partage de données sur des sites dédiés se développe (17 % en Archives départementales) via Dailymotion, Flickr et Wikimedia, mais aussi Issuu (Isère) et SoundCloud (Val-de-Marne).

Au-delà des chiffres, la diffusion grandissante des archives est manifeste, notamment du fait du meilleur repérage des documents par les moteurs de recherche. De ce point de vue, le portail FranceArchives est devenu, un an après son ouverture, un outil incontournable.





Exposition virtuelle « Les Délégés, une famille à l'épreuve de la guerre » sur le site internet des Archives départementales de Saône-et-Loire



Exposition « 1517. Le Havre, un rêve de la Renaissance » aux Archives municipales du Havre

## Activités culturelles et scientifiques

Le public physique le plus nombreux est accueilli dans le cadre des activités culturelles et scientifiques, qui sont foisonnantes et se signalent par leur grande qualité.

### Fixes, itinérantes, virtuelles : des expositions sous toutes les formes

L'exposition reste l'activité phare des services. Elle peut se décliner sous forme itinérante et virtuelle et s'accompagne très souvent d'une programmation diversifiée. Avec l'exposition « 1 000 ans de Normandie » par exemple, étaient proposés une application pour smartphones et tablettes (« Recettes normandes des familles ») et un concours de photographies via les sites internet des départements normands et leurs réseaux sociaux. Les expositions sortent dans les rues des villes (Brest, Nantes) et circulent de façon itinérante sur le territoire (24 000 visiteurs dans les Yvelines, 16 000 en Seine-et-Marne). Les expositions virtuelles prennent de l'ampleur, avec 45 expositions créées par les Archives départementales en 2017 (6 en Côte-d'Or et dans l'Hérault). La commémoration du centenaire de la Grande Guerre s'est poursuivie, avec l'évocation de l'entrée en guerre des États-Unis (Boulogne-sur-Mer, La Rochelle, Nice...).

### Des activités polymorphes et partenariales pour tous les publics

Les Journées européennes du patrimoine continuent à être plébiscitées par les services, qui rivalisent d'imagination pour animer les visites : parcours théâtralisés (Ain), jeux (Alpes-de-Haute-Provence, Nord), expérimentations de réalité virtuelle (Vosges). Les services participent à d'autres événements nationaux, tels que la Fête de la science, la Nuit de la lecture ou la Nuit des musées. La Journée internationale des archives, le 9 juin, gagne peu à peu en visibilité, notamment sur les réseaux sociaux (jeu en direct en Seine-Maritime par exemple).

Les partenariats permettent d'élargir la palette des activités, avec de véritables créations artistiques – lectures musicales (Alpes-de-Haute-Provence), performances électroacoustiques (Pantin), accompagnement d'artistes en résidence (Val-d'Oise) –, mais aussi des concerts et des spectacles, des projections de films avec les cinémathèques, des balades urbaines. Le virtuel s'invite davantage dans les archives, qu'il s'agisse de visites immersives d'expositions et d'*escape games* (Morbihan), de marathons Wikipédia (Archives nationales), d'applications mobiles (Boulogne-sur-Mer) ou de webdocumentaires (Lyon).

Ces activités, ouvertes à tous les publics, touchent de façon ponctuelle le public du champ social : prisonniers, résidents d'EHPAD, personnes handicapées, primo-arrivants en France.

### Une participation active au monde scientifique et associatif

Les Rendez-vous de l'histoire de Blois ont permis une nouvelle fois de promouvoir le réseau des archives, sous l'égide des Archives de France, autour du thème « Eurêka : inventer, découvrir, innover ».

Les services d'archives s'investissent fortement dans la vie scientifique : cours d'archivistique et de paléographie, participation à des groupes de recherche, des laboratoires d'excellence (Labex), des jurys et des journées d'étude. Ils apportent leur compétence dans des projets européens (« Route des Templiers » pour l'Aube) ou de portée internationale (classement UNESCO des îles de Lérins pour Cannes). Partenaires naturels des associations généalogiques et patrimoniales ainsi que des sociétés savantes locales, ils organisent des colloques et journées d'étude, peuvent recourir au mécénat (Côte-d'Or) et encourager les étudiants par des bourses (Jura).



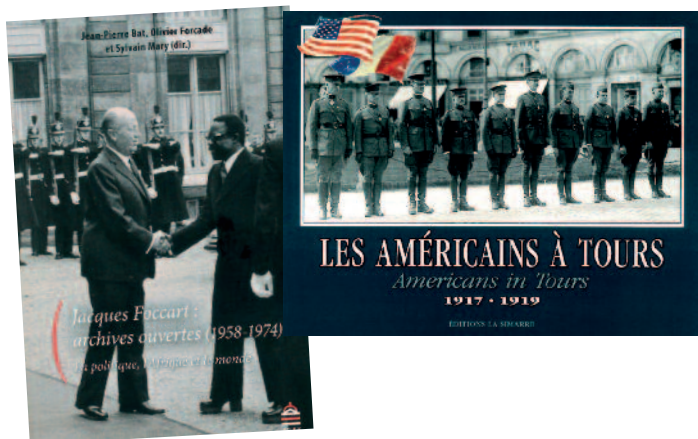
Lecture d'archives aux Archives départementales du Bas-Rhin

## PUBLICATIONS

En 2017, les services d'archives sont à l'origine de 316 objets éditoriaux (ouvrages, brochures, dépliants, revues ou articles, cartes postales) : 148 pour les Archives départementales, 156 pour les Archives municipales, 12 pour les Archives nationales. 92 services municipaux et 61 départements ont produit au moins une publication cette année, soit une légère hausse pour les communes et intercommunalités par rapport à 2016 (10 services supplémentaires).

Les revues et contributions à des revues sont les réalisations les plus fréquentes en Archives municipales : 29 %, le plus souvent dans le magazine de la collectivité. Ce type de publication est courant également en Archives départementales (22 %), où les catalogues d'exposition demeurent les publications privilégiées (40 catalogues cette année, soit 27 % des réalisations) ; les autres ouvrages scientifiques y sont en bonne place : 18 éditions, actes de colloque et autres publications scientifiques, parmi lesquels les actes de *Re-découvrir René Bazin* (Archives départementales de Maine-et-Loire) et de *Saint Louis en Normandie* (Archives départementales de la Manche), ou les monographies *Huguenots d'Aunis et de Saintonge (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)* (Archives départementales de la Charente-Maritime) et *Les Morbihannais à l'épreuve de la Grande Guerre (1914-1920)* (Archives départementales du Morbihan).

La première guerre mondiale est restée un sujet porteur pendant cette 4<sup>e</sup> année de commémoration, alors qu'un nouveau pic d'intérêt est attendu pour 2018 : 13 publications lui sont dédiées par les Archives départementales, 25 par les Archives municipales (44 titres en tout en 2016) ; l'attention est cette année portée sur l'entrée en guerre des États-Unis, par exemple dans *1917-1919 : les Américains à Tours* (Archives municipales de Tours). D'autres anniversaires sont célébrés, comme les 70 ans du traité de Paris de 1947 avec *De part et d'autre des Alpes : le périple des Archives savoyardes* (Archives départementales de la Haute-Savoie, en partenariat avec les Archives départementales de la Savoie et les Archives d'État de Turin). Signalons une grande publication qui fait date, à l'heure de la fusion de la Basse et de la Haute-Normandie : *1 000 ans de Normandie : richesses des Archives départementales*, rédigé et illustré par les 5 services départementaux normands.



Les publications payantes sont toujours minoritaires (36 % pour les Archives départementales, 31 % pour les Archives municipales). Il s'agit essentiellement de catalogues et d'ouvrages scientifiques. Les collectivités demeurent les éditeurs privilégiés, à hauteur de 57 % pour les Archives départementales et de 63 % pour les Archives municipales, mais la part d'externalisation progresse : 19 % pour les Archives départementales et 15 % pour les Archives municipales (autour de 9 % en 2016). Enfin, 40 % des réalisations sont publiées exclusivement en ligne ou de manière mixte imprimé/numérique.

	Nombre de demandes (évolution par rapport à l'année N-1)	Nombre d'articles
2008	2 407 (- 16 %)	n.c.
2009	1 537 (- 36 %)	n.c.
2010	1 297 (- 15,6 %)	29 353
2011	1 838 (+ 29,4 %)	25 674 (- 12,5 %)
2012	1 905 (+ 3,6 %)	25 673 (0 %)
2013	2 716 (+ 42,5 %)	47 028 (+83 %)
2014	2 401 (- 11,5 %)	24 892 (-47 %)
2015	2 122 (- 12 %)	30 196 (+18 %)
2016	1 826 (- 14 %)	63 623 (+47 %)
2017	1 934 (+ 5,9 %)	106 140 (+66,82 %)



*Peyi an nou* (de Jessica Oublié et Marie-Ange Rousseau), roman graphique mettant en valeur des dossiers de migrants d'outre-mer consultés par dérogation aux Archives nationales (fonds du bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer)

## OBSERVATOIRE DES DÉROGATIONS

- 1 934 demandes (+ 394 au titre du secret statistique)
- 106 140 articles
- 87,6 % d'accords, 5,1 % d'accords partiels, 7,3 % de refus
- 22 recours CADA, dont 14 avis favorables, 1 avis partiellement favorable et 2 dossiers sans objet

Environ 70 % des demandes proviennent des Archives départementales et des Archives nationales, à parts quasi égales (respectivement 842 et 826 demandes traitées). Le comité du secret statistique maintient un niveau équivalent à 2016 avec 394 dossiers (contre 401 en 2016), soit 16,9 % du total des demandes.

En revanche, la part des Archives départementales dans les articles demandés connaît une très forte augmentation : elles conservent 92,1 % des articles demandés en dérogation, alors que seuls 3 % sont issus des fonds conservés aux Archives nationales (le rapport était de 72 % contre 21 % en 2016).

Le nombre de demandes de dérogation maintient la baisse constatée en 2016 : à périmètre constant, les Archives de France ont traité 1 934 demandes en 2017, contre 1 826 en 2016 et 2 122 en 2015. La proportion de demandes refusées reprend également le schéma constaté en 2016, avec une légère augmentation.

Le nombre d'articles demandés a doublé entre 2016 et 2017, comme entre 2015 et 2016. Le phénomène des demandes très volumineuses, dont l'apparition avait été constatée en 2016, se poursuit en 2017 (11 demandes totalisent chacune plus de 1 000 articles).

### Généalogistes professionnels

178 demandes d'autorisation de généalogistes professionnels ont été traitées en 2017, contre 401 en 2016 et 176 en 2015.



## RÉUTILISATION ET OPEN DATA

Le droit de la réutilisation s'est stabilisé après la promulgation des lois du 28 décembre 2015 relative à la réutilisation des informations du secteur public et du 7 octobre 2016 pour une République numérique, et la parution de leurs décrets d'application.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces textes, les Archives de France ont été associées à l'élaboration de la Licence ouverte 2.0, l'une des deux licences gratuites réglementaires. Cette licence s'applique notamment – contrairement à la précédente – aux documents comportant des données à caractère personnel, progrès sensible pour les services d'archives dont la majorité des documents comportent ce type de données.

Conséquence de l'évolution du droit, de nombreuses collectivités ont adopté, pour leurs services d'archives, de nouvelles règles de réutilisation. Elles ont opté, à peu près à parts égales, pour la gratuité, le plus souvent associée à la Licence ouverte, ou pour une tarification modérée. Le mouvement d'adoption des nouvelles règles de réutilisation se poursuit dans le réseau des archives.

La Licence ouverte s'applique également aux données descriptives des archives réunies sur le portail FranceArchives. Ces jeux de données – 7 millions de notices – sont à la fois téléchargeables sur FranceArchives et sur le portail [data.culture.gouv.fr](http://data.culture.gouv.fr), ouvert en 2017 par le ministère de la Culture.



Carte à jouer trouvée dans le registre des minutes du notaire Bernard à Rosières (XVIII<sup>e</sup> siècle), mise en ligne par les Archives départementales de la Haute-Loire

### L'open data aux Archives nationales



Barcamp organisé par les Archives nationales

Les Archives nationales ont adopté en juillet 2017 le principe de la gratuité de la réutilisation de leurs documents et données. Elles ont organisé en décembre 2017 un *barcamp* destiné à étudier l'exploitabilité et explorer les usages de leurs ressources à partir d'une sélection d'une vingtaine de jeux de données. Cette séquence sera suivie, en décembre 2018, du premier *hackathon* archivistique sur le thème « Archives et citoyenneté ».



Registre d'état civil de la commune d'Argelouse (1872-1884), en ligne sur le site internet des Archives départementales des Landes



## OFFRE PÉDAGOGIQUE

L'accueil des élèves fait l'objet d'un soin tout particulier, depuis la maternelle jusqu'à l'université. Il s'opère essentiellement sur le temps scolaire, même si certains services offrent des activités en temps périscolaire (Lyon) et extrascolaire (Pantin). 250 000 enfants ont été reçus en 2017 dans le réseau des archives – en incluant les élèves en difficulté (classes ULIS [unités localisées pour l'inclusion scolaire], IME [instituts médico-éducatifs], jeunes à l'hôpital ou sous main de justice) –, ce qui représente une hausse de 8 %.

Les activités proposées participent largement à l'éducation artistique et culturelle (EAC) et à la formation citoyenne. Avec les visites d'exposition, les ateliers thématiques et manuels restent en tête des demandes. Ils peuvent déboucher sur des réalisations plus amples, comme des plaidoiries (Archives départementales de l'Ain) ou la rédaction d'un roman graphique (Archives départementales du Val-d'Oise). Des services animent des concours, régulièrement (Archives départementales du Calvados ou de Maine-et-Loire) ou ponctuellement (Archives départementales de la Martinique), créent des jeux (Archives départementales d'Eure-et-Loir, Archives municipales de Brest), participent à des opérations nationales (Semaine de la presse et des médias dans l'école aux Archives départementales de l'Aube, Concours national de la Résistance et de la Déportation). Les outils itinérants (expositions, mallettes, et archivobus dans 3 départements), ainsi que les outils virtuels (ateliers numériques, applications multimédia telles que « L'esclavage et le commerce atlantique au XVIII<sup>e</sup> siècle » aux Archives départementales de la Loire-Atlantique), sont très utilisés et permettent notamment de pallier les difficultés de déplacement. Faire venir les élèves *in situ* reste en effet une priorité, mais représente de plus en plus un défi.

On trouve sous forme papier aussi bien que sous forme numérique de multiples ressources à destination des élèves et des professeurs : documents commentés, dossiers pédagogiques, publications. Les ressources en ligne s'étoffent considérablement au fil des années sur les sites des services d'archives, qui cherchent à se faire relayer sur des sites partenaires (espace « Collèges » du département, rectorat, réseau Canopé...).

En présentant les sources qu'ils conservent et en initiant à la méthodologie de la recherche, les services s'investissent dans la formation initiale et continue des professeurs, par le biais des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) et du plan académique de formation. Ils organisent également des activités spécifiques afin de toucher davantage les étudiants et les inciter à travailler sur les documents.



Atelier d'héraldique aux Archives départementales de la Creuse



Atelier pour les enfants aux Archives départementales des Landes



# Permettre la rencontre des mémoires

## LE GRAND MÉMORIAL

L'intégration des soldats de la première guerre mondiale dans le Grand Mémorial s'est poursuivie en 2017 : 49 départements participent désormais au moteur de recherche des Poilus de la Grande Guerre en mettant à disposition l'indexation de leurs registres matricules (1887-1921). Au cours de l'année 2017, 11 nouveaux départements ont rejoint le Grand Mémorial. Le Centre des Archives diplomatiques de Nantes a par ailleurs mis à disposition l'indexation des registres du protectorat de la Tunisie, après ceux du Maroc en 2016. Ainsi, plus d'un million d'indexations supplémentaires ont été mises en ligne en 2017.

L'année 2017 a également vu l'intégration de nombreux compléments de bases, notamment pour des services d'archives départementales qui bénéficient de l'appui des internautes pour l'indexation collaborative de leurs registres matricules. L'implication des indexeurs bénévoles, parfois dans le cadre d'associations de généalogie, peut être saluée cette année encore comme un réel engagement populaire dans cet hommage aux combattants de la Grande Guerre, notamment pour les départements de la Marne et des Ardennes.

Certains départements, comme l'Aveyron, se sont, quant à eux, mobilisés en interne pour indexer les registres. C'est ainsi que les matricules des premiers Poilus aveyronnais, pour les classes 1887-1905, sont en ligne avec une indexation riche qui permettra de mieux connaître la population rouergate à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le dispositif de subvention proposé conjointement par le ministère de la Culture et la Mission du Centenaire a par ailleurs commencé à porter ses fruits, avec une vingtaine de services subventionnés et un nombre équivalent qui préparent un dossier de subvention pour 2018.

Grâce aux services départementaux d'archives, aux Archives nationales d'outre-mer et aux Archives diplomatiques, les soldats de la première guerre mondiale trouvent ainsi une visibilité sans précédent, au sein du Grand Mémorial.



## LES RENCONTRES INTERNATIONALES

### Coopérations internationales

Les Archives de France ont poursuivi en 2017 leurs nombreuses actions de coopération internationale.

Elles ont notamment apporté leur expertise au Maroc auprès du Conseil national des droits de l'homme (CNDH). Préparée fin 2016, la mission de traitement des archives de l'Instance indépendante d'arbitrage (1999-2004) et de l'Instance Équité et Réconciliation (2004-2005) s'est déroulée au premier semestre 2017, avec le soutien de l'Union européenne et du conseiller résident pour le programme, du président du CNDH, des Archives nationales du Maroc et de l'École des sciences de l'information du Maroc. Deux experts se sont rendus à Rabat à plusieurs reprises pour évaluer les fonds, appuyer la formation des personnels chargés de l'archivage et réfléchir à la mise en place d'un système d'archivage courant.



Inauguration de l'exposition « L'empreinte de la culture française dans les archives » organisée par les Archives nationales du Vietnam à Hanoï

Les Archives nationales du Vietnam ont organisé, avec le soutien des Archives de France et la collaboration des Archives nationales d'outre-mer, une exposition à Hanoï : « L'empreinte de la culture française dans les archives ». Une conférence s'est tenue à l'Institut français sur le passé patrimonial commun entre le Vietnam et la France, très relayée par les médias locaux. Le directeur des Archives nationales du Vietnam a été fait chevalier dans l'ordre des Arts et Lettres. La délégation française a également visité le centre national de préservation des archives. Par ailleurs, avec l'appui des Archives de France et de l'ambassade de France, une élève de l'Institut national du patrimoine a fait son stage aux Archives nationales du Vietnam, où elle a recensé les fonds de l'ex-Cochinchine (4,3 kml), encore très mal connus.

En marge de la 4<sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental de haut niveau franco-algérien le 7 décembre 2017 à Paris, une copie numérisée et reliée de 37 inventaires d'archives a été remise à la partie algérienne.

Enfin, à l'occasion de la Journée internationale des archives le 9 juin et de l'inauguration par les Archives nationales d'Australie de leur annexe à Canberra, les Archives de France sont intervenues dans le cadre d'une conférence internationale sur le sujet : « *Can documentary heritage influence contemporary foreign relations ?* » (« Le patrimoine documentaire peut-il influencer les relations internationales contemporaines ? »).



Rencontre de la chargée de mission pour l'action internationale des Archives de France avec le directeur et la directrice adjointe des Archives nationales d'Australie

## Rendez-vous européens et internationaux

Les Archives de France ont participé au Congrès international des archives qui s'est tenu à Mexico du 25 au 29 novembre 2017 sur le thème « Archives, citoyenneté et multiculturalisme ». Le Congrès a permis de nombreux échanges professionnels et amicaux.

Elles ont également participé aux deux réunions du Groupe européen sur les archives à Malte et à Tallinn (Estonie), essentiellement consacrées au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Enfin, les Archives de France ont participé aux réunions du Comité français pour le Registre Mémoire du monde de l'UNESCO et ont soutenu l'inscription des archives du « Père Castor ». Ces archives, méthodiquement constituées par Paul Faucher, fondateur du Père Castor, et rassemblées jusqu'à sa mort en 1967, comprennent surtout des documents relatifs à la conception, à la fabrication et à la diffusion de la collection « Les albums du Père Castor » (1931-1967). Ce corpus, constitué de formes et supports très variés (notes, correspondance, illustrations, imprimés, enregistrements, photographies, dessins, etc.), regroupe des matériaux de réflexion pédagogique qui ont abouti progressivement à la création concertée, collaborative, mais fortement structurée et réfléchie de la collection d'albums.

## Formations

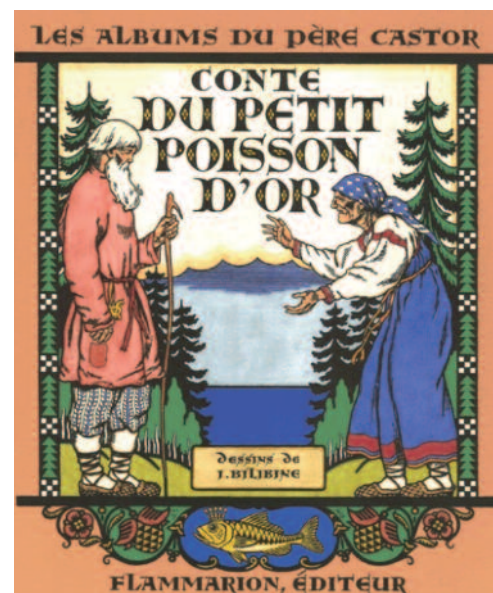
Dans le cadre de l'accord tri-partite avec la faculté d'histoire de Moscou et l'École nationale des chartes, les Archives de France ont assuré des cours d'archivistique en français à Moscou (organisation des archives en France, législation, diplomatique). Au mois de mai, l'accord a été renouvelé pour 5 ans.

Le 67<sup>e</sup> stage technique international d'archives (STIA) a sélectionné 32 participants de 24 pays, dont 13 boursiers du Gouvernement français (ambassades). La cérémonie de clôture s'est déroulée au ministère de la Culture, en présence de 16 représentants d'ambassades et de personnalités du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

La sixième conférence internationale supérieure d'archivistique, qui s'est tenue les 13 et 14 novembre à Paris, a rassemblé des participants européens sur le thème « Fonder une nouvelle politique des archives à l'ère numérique ».

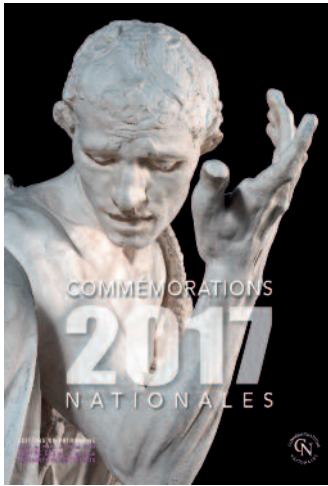
## Distinctions honorifiques

Sur proposition des Archives de France, 4 directeurs d'archives ont été distingués en 2017 dans l'ordre des Arts et Lettres à titre étranger, l'un au grade d'officier et trois au grade de chevalier (Canada, Vietnam, Sénégal, Mexique).



Couverture de l'album *Conte du petit poisson d'or* dans la collection « Les albums du Père Castor »



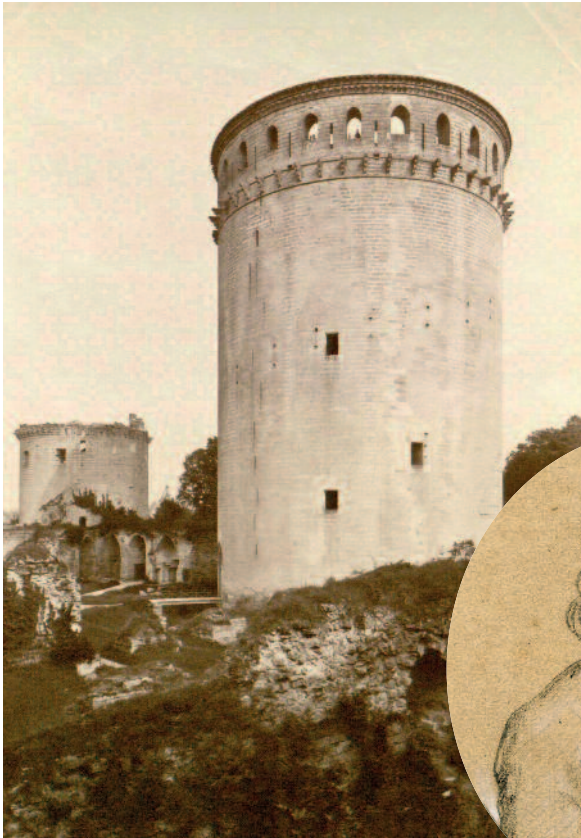


Recueil annuel des  
Commémorations  
nationales 2017

## LES COMMÉMORATIONS NATIONALES

Le recueil annuel des Commémorations nationales recense, après délibération du Haut Comité des Commémorations nationales, les cinquantièmes et centennaires de personnalités, d'événements marquants ou d'œuvres de toute nature dont la célébration est encouragée et susceptible d'être soutenue par le ministère de la Culture. Depuis 1986, il se compose de contributions offertes par les meilleurs spécialistes des personnages ou des événements considérés. Il est édité par les Éditions du Patrimoine depuis 2015.

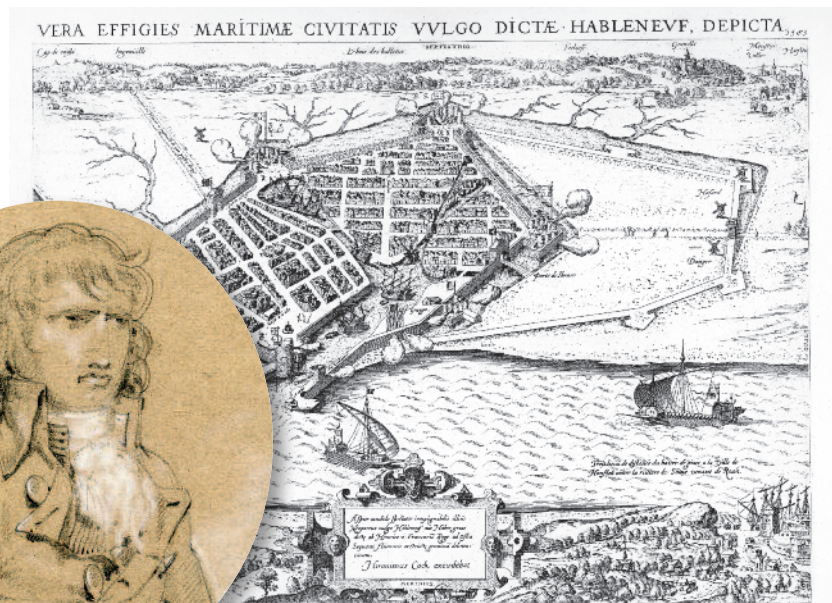
Soumises à la loterie aléatoire des anniversaires, les commémorations ne se proposent pas de dégager un thème principal unique. Néanmoins, suivant la sélection opérée, plusieurs axes se dessinent. L'année 2017 a été fortement marquée par le cinéma, avec Jean-Pierre Melville (1917), Bourvil (1917), Martine Carol (1967), *Les demoiselles de Rochefort* (1967) ou Julien Duvivier (1967), et par la musique, illustrée par Michel Pignolet de Montéclair (1667), Étienne Nicolas Méhul (1817), Henri Christiné (1867), Henri Salvador (1917), la Société française de musicologie (1917) et Georges Brassens (1967). Mais le hasard, c'est par excellence la diversité, voire le paradoxe ; ceux-ci caractérisent tout particulièrement la publication de 2017 ! C'est ainsi que l'explorateur des pôles (Jean-Baptiste Charcot, 1867) rejoint celui de l'Afrique (Jean Rouch, 1917), que la fervente mystique Madame Guyon (1717) voisine avec Mata-Hari (1917), la femme galante qui se rêva espionne, et que le très médiéval Ligier Richier (1567) fait connaissance avec son lointain descendant, Ossip Zadkine (1967).



Donjon de Coucy-le-Château (Aisne), photographie d'Alfred Normand (1891) conservée aux Archives départementales de l'Aisne



Saint-Just, dessin non signé (fin du XVII<sup>e</sup> siècle)  
conservé aux Archives départementales de l'Aisne



Vue du Havre de Grâce, gravure de Hieronymus Cock (vers 1563) reproduite dans  
*Le Havre d'autrefois*, ouvrage conservé aux Archives municipales du Havre



À compter de la fin de l'année, le contenu intégral des Commémorations nationales 2017 a été publié sur le portail FranceArchives, où figure aussi le programme des manifestations culturelles organisées autour des anniversaires labellisés. Les Commémorations nationales sont également présentes sur le fil Twitter @FranceArchives, grâce à un tweet quotidien choisi parmi les anniversaires célébrés depuis 1999.

Le soutien qu'apporte aux porteurs de projet la Mission des Commémorations nationales est varié : subventions pour les éditions d'actes de colloque (16 dossiers en 2017), conseils et mise en relation, valorisation par l'intermédiaire des outils en ligne décrits ci-dessus.

#### La Commission nationale d'héraldique

En 2017, la Commission nationale d'héraldique s'est réunie deux fois, les 3 avril et 18 octobre. Elle a examiné 31 dossiers :

- 22 armoiries de particuliers : 3 individuelles et 19 familiales
- 7 armoiries de communes : Bouilly-en-Gâtinais, Cheylard-l'Évêque, Lège, Ordan-Larroque, Saint-Hilaire-des-Loges, Servilly et Souilhanel
- 2 blasons de grandes régions : Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté

61 % de ces dossiers ont reçu un avis favorable de conformité héraldique, notamment ceux des grandes régions.

Afin d'aider les demandeurs à respecter les normes de l'héraldique, la Commission nationale d'héraldique assure systématiquement un suivi individualisé. Certaines communes bénéficient préalablement des conseils des Archives départementales.



Armoiries des familles Calvo et Druerne, validés par la Commission nationale d'héraldique



# Les mois des Archives



BÂTIMENTS EXPOSITIONS COLLECTES RENCONTRES PUBLICATIONS INTERNET

## La tour des Archives départementales de la Charente fait peau neuve

À Angoulême, à l'occasion du Festival international de la bande dessinée, la nouvelle façade des Archives départementales de la Charente a été inaugurée en présence de François Schuiten, créateur du dessin *L'Archiviste*, reproduit sur l'habillage en plaques d'inox protégeant le bâtiment des intempéries.



## Des conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé sous forme numérique

L'ordonnance n° 2017-29 du 12 janvier 2017 inscrit dans le code de la santé publique les conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique. Elle pose aussi les conditions de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique.

## Lancement du développement de la plate-forme d'archivage électronique des Archives nationales, dans le cadre du programme ADAMANT

Versement aux Archives nationales, par la mission des Archives de France auprès du ministère de l'Écologie, des archives électroniques du Débat national sur la transition énergétique (2012-2013)

## Les mariages à Lyon de l'Antiquité à nos jours



Exposition et publication « Mariages » des Archives municipales de Lyon. Cette exposition illustre tous les visages de l'institution matrimoniale. Un espace dédié à la généalogie permet aux visiteurs de découvrir la richesse des documents d'archives relatifs au mariage pour l'établissement de leur arbre généalogique.

## Ouverture du nouveau site internet des Archives de Paris



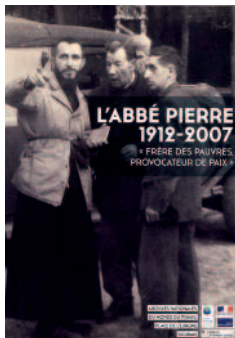
## Histoires de sports



Exposition « Histoires de sports » des Archives départementales des Bouches-du-Rhône dans le cadre de « Marseille Provence 2017, capitale européenne du sport » : près de 180 objets, trophées et documents, des reportages audiovisuels ainsi que plusieurs dispositifs numériques (« mur des champions », mini-site internet...) dans une scénographie interactive.

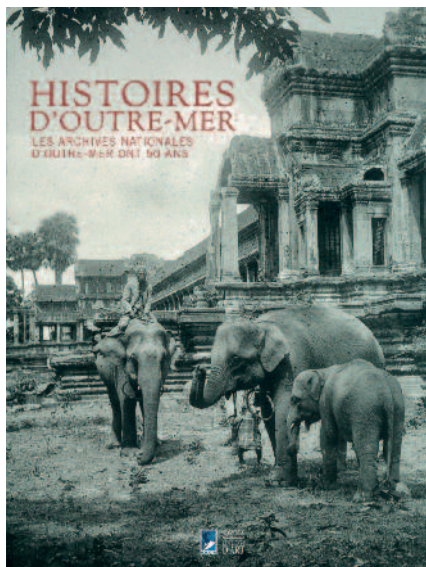
## Hommage à l'abbé Pierre

Exposition itinérante « L'abbé Pierre (1912-2007) : frère des pauvres, provocateur de paix » proposée par les Archives nationales du monde du travail en partenariat avec l'association Emmaüs international, à l'occasion des 10 ans de la disparition de son fondateur.



## Histoires d'outre-mer

Publication *Histoires d'outre-mer* : les Archives nationales d'outre-mer ont 50 ans des Archives nationales d'outre-mer.



## Lancement du portail FranceArchives (20 mars)



Conçu et piloté par les Archives de France, le portail FranceArchives offre un accès unifié aux inventaires des fonds d'archives conservés sur l'ensemble du territoire national. Développé pour être facilement accessible par les moteurs de recherche généralistes, il intègre les technologies du web sémantique et participe du mouvement d'ouverture de données archivistiques en les proposant en *open data*. Fin 2017, 60 partenaires l'ont déjà rejoint. Plus de 700 000 visiteurs uniques ont pu avoir accès aux 38 000 inventaires et aux 6,6 millions de notices déjà hébergées sur le portail.

## Collecte d'archives sur la mémoire des victimes de l'Occupation aux Archives départementales de la Seine-Maritime

Les Archives départementales de la Seine-Maritime lancent une campagne de collecte d'archives sur l'Occupation auprès des particuliers, invités à remettre leurs papiers de familles, photographies, témoignages. Elle s'accompagne d'une exposition à la Tour des Archives intitulée « Les Résistants derrière les barreaux : les prisons normandes, hauts lieux de mémoire et d'histoire (1940-1944) ».

## La Gazette des archives en ligne sur Persée

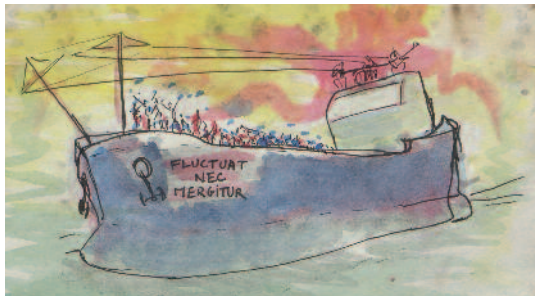
La *Gazette des archives* est la revue professionnelle de l'Association des archivistes français. Trimestrielle, elle s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux archives et à la profession d'archiviste (méthodes, normes, formations, pratiques professionnelles, ressources, débats...). Les numéros de 1933 à 2014 sont désormais accessibles en ligne gratuitement sur le portail de publication électronique Persée.

## Nice l'Américaine

Exposition et publication « 1917 : Nice l'Américaine » des Archives municipales de Nice. Cent ans après l'entrée des États-Unis dans la première guerre mondiale, l'ouvrage bilingue rend hommage aux Américains présents depuis le XIX<sup>e</sup> siècle dans la vie sociale, caritative et sportive de Nice.



## Les hommages aux victimes des attentats de 2015 en ligne sur le site des Archives de Paris



Les Archives de Paris mettent en ligne 7 700 documents d'hommages déposés sur les sites des attaques de 2015 : des messages en toutes langues, des textes et des dessins d'enfants et d'adultes, recueillis par les agents volontaires des services de la propreté de la Ville et des Archives de Paris.

## Ouverture du compte Twitter des Archives de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris



## Rapport sur la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique

Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des archives, remet à Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, son rapport intitulé *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique*.

## Les Archives de France participent à la réunion de gouvernance du groupe Europe (EURBICA) du Conseil international des archives à Skopje, en Macédoine (27-28 mars)



## Une Maison de l'histoire de la Manche aux Archives départementales

Les Archives départementales de la Manche apposent à leur nom l'appellation « Maison de l'histoire de la Manche », pour permettre au public de mieux appréhender leurs actions. Cette nouvelle identité est assortie du lancement d'un site internet renouvelé, avec des fonctionnalités collaboratives et de consultation nomade, ainsi que de la publication de l'ouvrage *La Manche, toute une histoire : manuel d'histoire de la Manche de la Pré-histoire à nos jours*.

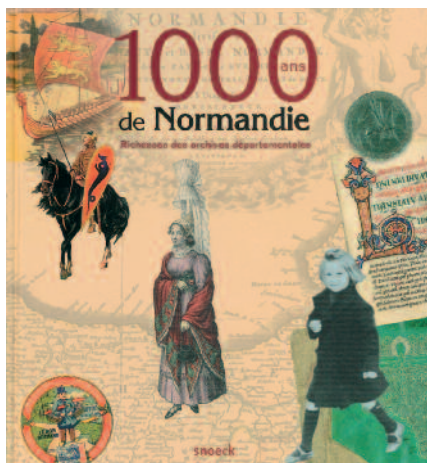
## Publication d'une nouvelle « Licence ouverte » d'Étala

Contrairement à la version précédente de la « Licence ouverte », cette nouvelle licence vise aussi les documents comportant des données à caractère personnel. Cette modification fondamentale, faite à la demande et avec le concours des Archives de France, a été rendue possible par la nouvelle rédaction de l'article L. 322-2 du code des relations entre le public et l'administration, issue de la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016. Désormais, la réutilisation des données à caractère personnel est seulement soumise au respect par le réutilisateur de la loi Informatique et Libertés, les services d'archives ayant pour seule obligation de satisfaire au droit d'accès lorsque les documents sont librement communicables au regard du code du patrimoine.



## 1 000 ans de Normandie

À l'occasion de la fusion régionale, les cinq départements normands ont conçu une exposition commune « 1 000 ans de Normandie », accompagnée d'un très riche catalogue. D'abord présentée en Seine-Maritime, elle a circulé au cours de l'année dans chaque département de la région.



## Les Archives du ministère de l'Économie et des Finances sur Tumblr

Le ministère de l'Économie et des Finances inaugure le Tumblr des Archives de Bercy. L'objectif est de communiquer de manière décalée sur l'actualité du ministère en lui conférant une profondeur historique et en valorisant les fonds d'archives conservés au Service des archives économiques et financières. Le premier sujet choisi est la déclaration des revenus, alors que le ministère vient de lancer sa campagne de communication sur ce sujet.

## Immersion dans une affiche d'exposition



Dans le cadre de la 10<sup>e</sup> édition du cycle « Bande dessinée et histoire », les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine ont proposé à Nicolas Malfin, auteur de bande dessinée, de réaliser l'une des affiches de l'exposition itinérante mettant en scène la présence américaine en France à la fin de la seconde guerre mondiale. Une expérience inédite est proposée aux visiteurs : une immersion sonore à 360° dans l'affiche de l'exposition. Le visiteur ou l'internaute est plongé dans le décor de Saint-Malo après les bombardements d'août 1944 et rencontre des images d'archives inspiratrices du dessin.



## Une excursion pédagogique et pittoresque en Kabylie

Les Archives de France ont acquis pour les Archives nationales d'outre-mer ce compte rendu de voyage d'élèves de l'École normale d'instituteurs d'Alger-Bouzaréah. Ce précieux manuscrit témoigne de la vision de la Kabylie sous la III<sup>e</sup> République.

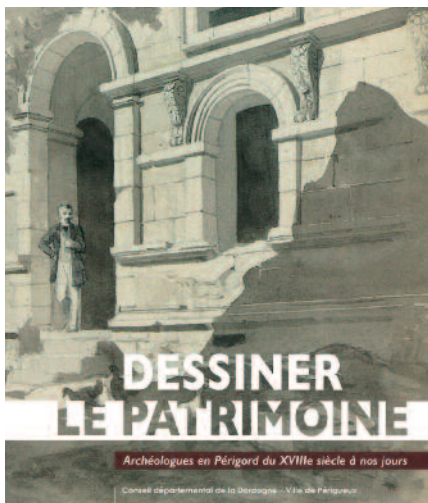
## Achèvement du traitement des archives de Robert Delavignette aux Archives départementales de la Côte-d'Or

Aux Archives départementales de la Côte-d'Or, le travail de classement et d'inventaire du fonds Robert Delavignette est achevé. Reçu en don dans le cadre de la Grande Collecte 2016 dédiée aux relations entre l'Afrique et la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ce fonds rassemble des papiers personnels et professionnels de Robert Delavignette, figure majeure de la politique coloniale française des années 30 à la fin de l'Empire colonial.



## Les missions des archives collectent les archives du Président de la République François Hollande, des membres du gouvernement sortant ainsi que celles de leurs conseillers

## Dessiner le patrimoine



Exposition et publication « Dessiner le patrimoine : du crayon à la 3D » des Archives départementales de la Dordogne.

## Décret relatif à l'état civil (6 mai)

Le décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 encadre notamment la mise en œuvre des traitements de données pour l'état civil ainsi que la dispense, pour les communes, d'établir leur registre papier en double exemplaire. Les conditions techniques permettant d'obtenir cette dispense sont renvoyées à un arrêté. Par ailleurs, une procédure simplifiée est mise en place pour les généalogistes professionnels souhaitant obtenir copie d'actes de naissance et de mariage de moins de 75 ans.



## Mémoires de guerres

Site internet « Mémoires de guerres du Var » conçu par les Archives départementales du Var, en partenariat avec le musée des arts et traditions populaires de Draguignan. L'internaute peut y consulter des archives publiques numérisées ainsi que les documents d'origine privée acquis ou numérisés par les Archives du Var dans le cadre de la Grande Collecte d'archives sur la première guerre mondiale.

## Une expérience du chaos aux Archives nationales



Exposition et publication « Une expérience du chaos : destructions, spoliations et sauvetages d'archives (1789-1945) » des Archives nationales. Cette exposition présente les aventures des archives – butin convoité, symbole honni, information stratégique en temps de conflit – au dénouement heureux ou tragique.

## Un manuel sur le traitement de l'air dans les bâtiments d'archives

Le manuel *Traitement de l'air dans les bâtiments d'archives : conception et gestion des équipements*,



rédigé sous la direction des Archives de France, a été conçu en complémentarité avec le *Petit manuel de climatologie appliquée à la conception des bâtiments d'archives* (2009). Il a vocation à accompagner les services d'archives ainsi que les services techniques qui les assistent dans le traitement des questions climatiques, tant lors de la phase d'élaboration d'un projet de bâtiment (conception de nouveaux locaux ou rénovation d'un bâtiment existant) que dans la gestion et la maintenance quotidiennes de leurs installations.

## « Salut les copains » aux Archives



Exposition « Jean-Marie Périer, des années 60 à nos jours » des Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Cette exposition retrace la carrière du célèbre photographe du magazine « Salut les copains » et propose plus de 300 photographies où les portraits de stars, des vedettes yéyés aux icônes du rock, côtoient ceux des anonymes.

## Décret relatif aux services publics d'archives, aux conditions de mutualisation des archives numériques et aux conventions de dépôt d'archives communales (2 mai)



## Lancement du blog « La saga Casino » par les Archives municipales de Saint-Étienne

Le blog « La saga Casino » contribue à valoriser les fonds d'archives de l'entreprise Casino. Les Archives municipales ont également reçu en don les archives de Casino détenues par la famille Guichard, qui viennent compléter le fonds déposé par l'entreprise en 2016. Il comprend des pièces exceptionnelles, notamment une collection d'étiquettes et d'emballages de produits et la collection du *Casino journal* depuis 1901.

## Des Euréliens témoignent de la période 1939-1945

Les Archives départementales d'Eure-et-Loir mettent en ligne des témoignages oraux collectés grâce à l'aide d'un volontaire en service civique. Les conditions de vie au quotidien, la présence des autorités d'occupation, l'engagement dans des actions de résistance ou la déportation sont autant de sujets évoqués par ces témoins qui ont accepté de confier leurs souvenirs pour que la mémoire reste vive auprès des générations futures.



## Les Archives de France participent aux réunions de gouvernance du Conseil international des archives à Arusha, en Tanzanie (15-21 mai)

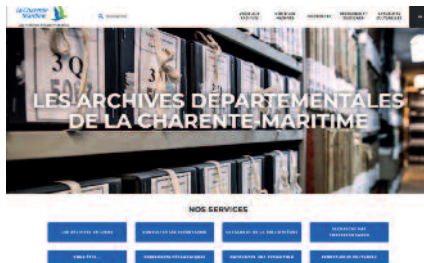
## Archives nationales participatives



Les Archives nationales consacrent un blog à leurs projets collaboratifs de transcriptions, annotations et indexations. Décrets de naturalisation, contrats de mariage, registres des Ponts et Chaussées : des milliers de pages à indexer et de documents à analyser sont ouverts à la contribution des internautes.



## Ouverture du nouveau site internet des Archives départementales de la Charente-Maritime



## Le concours « Montrer l'histoire » fête ses 20 ans en Maine-et-Loire



474 écoliers, collégiens et lycéens du département se sont investis cette année dans le concours départemental « Montrer l'histoire », à l'initiative des Archives départementales de Maine-et-Loire. Les élèves ont pu retracer l'histoire d'un jeune garçon déporté à Auschwitz ou des soldats inscrits sur les monuments aux morts, rendre hommage aux résistants du territoire, ou encore imaginer la correspondance d'un soldat sur le front avec sa famille.

## Journée internationale des archives (9 juin)



La Journée internationale des archives, sur le thème « Archives, citoyenneté et interculturalisme », permet de faire connaître au public les métiers des archives et les fonds conservés. De plus en plus de services ouvrent leurs portes à cette occasion. Les actions menées sont relayées sur le site du Conseil international des archives.

## Les 500 ans du Havre

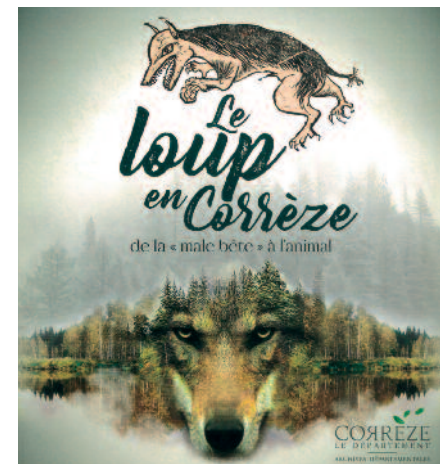


Exposition « 1517. Le Havre : un rêve de la Renaissance. L'histoire et la mémoire d'une ville nouvelle » des Archives municipales du Havre. L'exposition s'accompagne de visites théâtralisées. Une exposition virtuelle, avec une maquette 3D de la ville au XVI<sup>e</sup> siècle, a également été réalisée.

## Publication du vademecum sur l'amiante

Le groupe de travail amiante placé auprès du directeur des Archives de France a rédigé, conformément à la circulaire ministérielle du 5 août 2015, ce vademecum définissant les procédures à mettre en place par les services d'archives pour prévenir les risques de contamination par l'amiante des personnes au contact des archives.

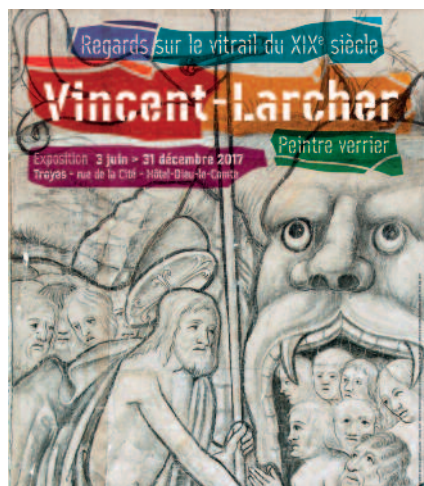
## Le loup en Corrèze



Exposition et publication « Le loup en Corrèze : de la 'male bête' à l'animal » des Archives départementales de la Corrèze. Cette exposition, qui fait frémir tous les enfants, présente la façon dont l'animal a été perçu au fil du temps et ses relations complexes avec l'homme : ses attaques, mais aussi la lutte contre lui et, pour finir, son éradication au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## L'art du vitrail aux Archives départementales de l'Aube

Les Archives départementales de l'Aube ont reçu en don des archives privées provenant de l'atelier parisien des peintres verriers Raphaël et Gérard Lardeur, qui couvrent près d'un siècle d'activité de l'un des principaux ateliers de peintres verriers français au XX<sup>e</sup> siècle. Elles organisent également l'exposition « Louis Germain Vincent-Larcher : regards sur le vitrail du XIX<sup>e</sup> siècle », présentée à Troyes, à l'Hôtel-Dieu-le-Comte. La Cité du vitrail de Troyes, inaugurée en 2013, propose, quant à elle, une exposition permanente sur cet art.



Ouverture du nouveau site internet des Archives départementales du Calvados

## Une dérogation générale pour les archives du procès de Klaus Barbie



Arrêté du 30 juin 2017 portant ouverture des archives du procès de Klaus Barbie. Conservées aux Archives départementales du Rhône et de la métropole de Lyon et aux Archives nationales, les archives désormais ouvertes à la recherche se composent du dossier de la cour d'assises du Rhône et des retranscriptions dactylographiques et sténotypies des audiences du procès. Dans un souci de protection de la vie privée des parties civiles, les dossiers de travail des magistrats et les courriers individuels adressés à la cour restent soumis aux délais de droit commun. L'ouverture de ces archives facilite le travail déjà nourri des historiens sur cet événement emblématique de la traque des nazis.

## Réutilisation : le choix de la gratuité aux Archives nationales

Décision portant sur les droits de réutilisation des informations publiques contenues dans les documents produits ou reçus par les Archives nationales. Le lecteur dispose désormais, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une licence, d'un droit non exclusif et gratuit de libre réutilisation, à des fins commerciales ou non, dans le monde entier et pour une durée illimitée, sous réserve du respect de l'intégrité des informations et à condition que ces informations soient librement communicables.

## Le général de Gaulle en Charente-Maritime

Exposition « Les voyages du général de Gaulle en Charente-Maritime » des Archives départementales de la Charente-Maritime. Organisation sécuritaire et protocolaire, réactions d'enthousiasme ou témoignages d'hostilité à ces six visites sont évoqués à travers photographies, films, presse et œuvres d'artistes.



## Fin du gros œuvre pour le futur bâtiment des Archives départementales de l'Aisne

D'une surface totale de 10 600 m<sup>2</sup>, le centre des archives départementales de l'Aisne abritera les archives, la bibliothèque départementale et un *data center*. L'ancienne tradition de fêter avec les ouvriers du bâtiment la fin du gros œuvre a été reprise par un beau jour d'été à Laon dans le bâtiment en chantier.



## Des armoiries pour la région Bourgogne-Franche-Comté

Créées par un collectif d'historiens et d'archivistes réunis autour du professeur Jean-Claude Duverget et validées par la Commission nationale d'héraldique, les nouvelles armoiries de la région réunissent les armes historiques de la Bourgogne et de la Franche-Comté.



## « C'est une lecture ? Non, Sire, c'est une Révolution ! »



Les Archives départementales du Bas-Rhin et la Compagnie « Le Talon rouge » proposent une lecture-spectacle sur le thème de la Révolution française. Ce moment de divertissement met en scène et en musique des textes révolutionnaires (journaux, lettres, récits, documents administratifs, etc.) provenant de l'ensemble du territoire bas-rhinois et conservés aux Archives départementales.

## Ordonnance portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel (5 juillet)

L'ordonnance n° 2017-1134 du 5 juillet 2017 vise l'instruction des certificats d'exportation, la revendication, la préemption et le transfert de biens culturels.

## Simone Veil aux Archives nationales

Quelques jours après la disparition de Simone Veil, les Archives nationales publient dans la salle des inventaires virtuelle l'instrument de recherche détaillé décrivant ses papiers personnels, donnés en 2014. Ce fonds privé offre une vue d'ensemble sur sa carrière professionnelle et politique. Il reflète également les grands engagements de Simone Veil tout au long de sa vie, pour la mémoire de la Shoah, pour la condition des femmes, ou pour la construction de l'Europe.



## Le projet ArchiFiltre

Le projet ArchiFiltre, présenté par la mission des Archives de France auprès des ministères sociaux, est retenu dans le cadre de l'appel à projets lancé sous l'impulsion de la Présidence de la République, « Défis de transition numérique des administrations pour la deuxième promotion des entrepreneurs d'intérêt général ». Porté par Etalab, ArchiFiltre a pour objectif de donner aux archivistes des outils pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des données publiques non structurées. Son ambition est d'ouvrir l'administration à des talents du numérique afin de résoudre des défis d'intérêt général au sein des ministères.

Les Services du Premier ministre se dotent de 10 km de rayonnages dédiés au préarchivage dans leur nouveau bâtiment du site Ségur-Fontenoy



### Un cahier de vacances aux Archives

Les Archives départementales de Maine-et-Loire proposent un cahier de vacances « L'enfance en Anjou ». Illustré par des documents conservés aux Archives, il permet aux petits comme aux grands de réviser tout en s'amusant.

### Les Archives climatisées grâce aux panneaux photovoltaïques

Le Rize, lieu culturel de la ville de Villeurbanne qui accueille notamment les Archives municipales, équipe ses toits de panneaux photovoltaïques, dont la production sera intégralement consommée sur le site.

### Le domaine royal de Choisy-le-Roi en 3D



La ville de Choisy-le-Roi et son service Archives-Documentation-Patrimoine poursuivent un vaste projet de numérisation d'archives, dans le but de reconstituer en 3D le domaine royal de Choisy tel qu'il existait vers 1770-1780, à la fin du règne de Louis XV. Ce projet, en phase 2 en 2017, se concrétise par deux films documentaires et une visite virtuelle, à destination d'un large public.

### Les Archives de la Haute-Vienne entrent en chantier

Les importants travaux d'extension et de restructuration des Archives départementales de la Haute-Vienne à Limoges débutent au mois d'août. Une des ailes existantes sera enveloppée de part et d'autre par de nouveaux magasins permettant d'augmenter la capacité de conservation de 17 km.

### 34<sup>e</sup> édition des Journées européennes du patrimoine (16-17 septembre)

Dans le cadre des 34<sup>e</sup> Journées européennes du patrimoine, sur le thème « Jeunesse et patrimoine », de très nombreux services d'archives ont ouvert leurs portes à la visite et organisé des animations.

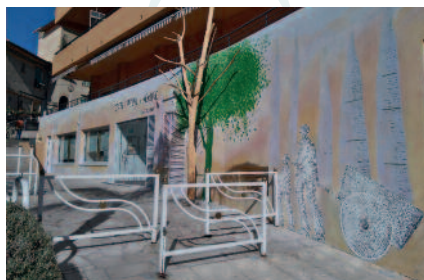


### L'aviation dans les Vosges

Exposition « De l'air ! De l'air ! L'aviation dans les Vosges » des Archives départementales des Vosges.



## Inauguration des Archives de Beausoleil



Le centre des archives et de documentation de Beausoleil, dans les Alpes-Maritimes, est inauguré. Une fresque en façade évoque la transmission des savoirs dans ce lieu dédié à la réflexion et à l'étude de l'histoire de la ville, de son territoire et de ses habitants.

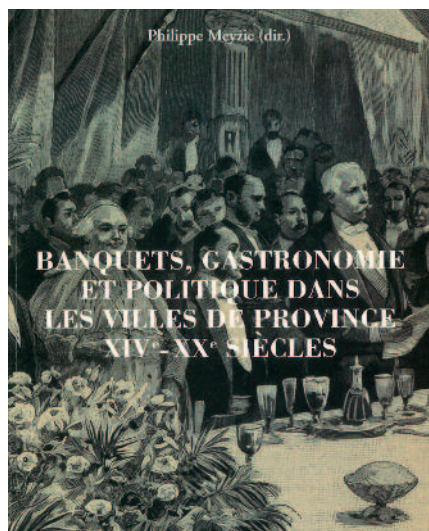
## Vu de loin

Exposition et publication « Vu de loin » des Archives municipales d'Avignon. L'ouvrage dévoile la richesse des fonds iconographiques des Archives municipales d'Avignon et permet de découvrir la cité des papes et son urbanisation.

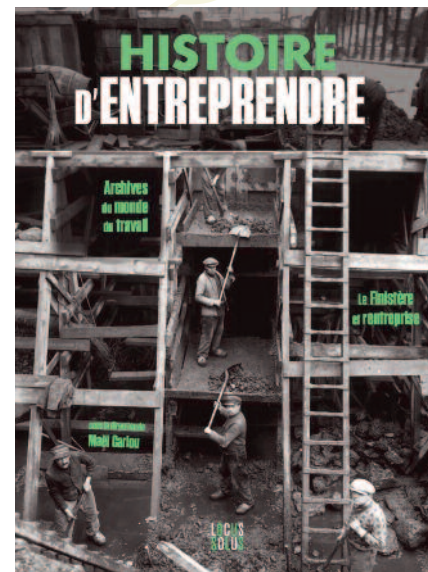


## Banquets, gastronomie et politique aux Archives

Les actes de la journée d'étude « Banquets, gastronomie et politique dans les villes de province (XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) » tenue à Bordeaux en 2016, publiés par les Archives de Bordeaux Métropole, constituent un état des lieux des sources sur les banquets dans les grandes villes de province de la monarchie à la République.



## 42 histoires de travailleurs finistériens



Publication *Histoire d'entreprendre. Archives du monde du travail. Le Finistère et l'entreprise* des Archives départementales du Finistère.

## Challenge d'indexation collaborative en 24 heures

L'association Geneatech organise un challenge de 24 heures, dont l'objectif est d'indexer le maximum de registres matricules conservés aux Archives départementales de la Seine-Maritime. L'opération est un succès puisque 4 000 matricules sont indexés.

## Versement aux Archives nationales des archives de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (1928-2011)

Ces archives, versées par l'échelon central du bureau des missions, représentent une source exceptionnelle sur le monde agricole pendant la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle.

## Des ouragans dans un service d'archives

Trois ouragans successifs touchent les Archives territoriales de Saint-Martin, provoquant des infiltrations d'eau salée dans les magasins et détruisant le système de ventilation et climatisation, essentiel en milieu tropical. Pendant plusieurs mois, l'équipe des archives se mobilise pour assécher les locaux, mettre en œuvre le protocole de séchage des documents mouillés, reconditionner et surveiller le développement de moisissures.

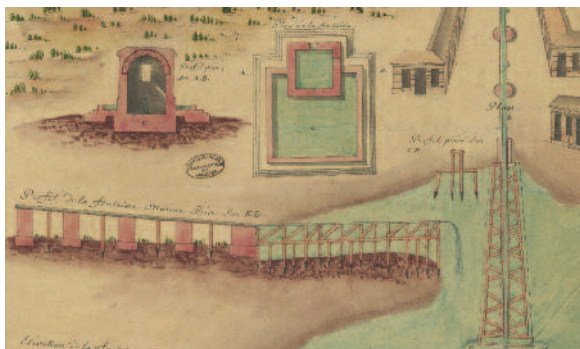


## Ouverture de la page Facebook des Archives départementales de la Loire



À l'occasion de travaux rendant inaccessibles la salle d'exposition et la salle de conférences, les Archives départementales de la Loire font leurs premiers pas sur les réseaux sociaux.

## Lancement d'une souscription publique pour restaurer les dessins, cartes et plans de Napoléon I<sup>er</sup>



Les Archives nationales et la Fondation Napoléon lancent une souscription publique internationale destinée à réunir des dons pour restaurer et numériser un ensemble documentaire historique et artistique exceptionnel conservé depuis 1849 aux Archives nationales : les dessins, plans et cartes de la Secrétairerie d'État impériale (1799-1814).

## « Aux Archives citoyennes ! »



Les Archives nationales lancent l'opération « Aux archives citoyennes ! » avec « Infinités plurielles », accrochage de portraits de femmes scientifiques réalisés par la photographe Marie-Hélène Le Ny sur les grilles extérieures du site de Pierrefitte-sur-Seine.

## Rendez-Vous de l'histoire à Blois (6-8 octobre)

Cette année encore, les Rendez-Vous de l'histoire à Blois ont été l'occasion de montrer la richesse et le savoir-faire du réseau des Archives à travers conférences, journée d'étude, rencontres pédagogiques, stand au salon du livre, archivobus. Le thème de 2017 était « Eurêka. Inventer, découvrir, innover ».



## Apéro doc d'òc aux Archives départementales de la Haute-Garonne

Pour la saison 2017- 2018, les Archives départementales ont décidé de mettre en avant la langue occitane. Pour ce premier « Apéro doc d'òc », est présentée - en occitan - la charte de coutumes de Montsaunès, datée de 1330.

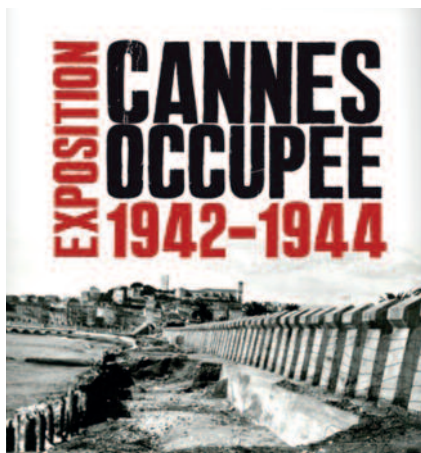
## Semaine bleue aux Archives municipales de Villeneuve-la-Garenne



Dans le cadre de la Semaine bleue, semaine nationale des retraités et personnes âgées, les Archives municipales de Villeneuve-la-Garenne animent un atelier avec des seniors sur des photographies de la ville des années 1960 et 1970. Certaines photographies, que le service n'avait pu identifier et localiser, ont pu être reconnues par le public, qui a partagé des anecdotes de cette période avec l'archiviste et redécouvert certains quartiers ayant fait l'objet d'une profonde mutation urbaine.

## Cannes occupée

Exposition « Cannes occupée (1942-1944) » des Archives municipales de Cannes. S'appuyant sur un appel à don ou à prêt auprès du public, les Archives municipales retracent la période d'occupation de la ville par les troupes italiennes puis allemandes, en partenariat avec le musée départemental de la Résistance et Gaumont-Pathé.



## Du journal de voyage à la map story

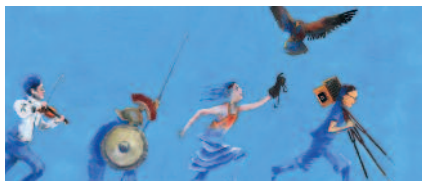


Les Archives départementales d'Indre-et-Loire proposent une carte interactive s'appuyant sur un journal de voyage acquis en 2016. Ce manuscrit offre un témoignage exceptionnel sur les visites touristiques en Val de Loire en 1842, à travers le regard d'un enfant de onze ans. Cette carte narrative (ou *map story*) a été réalisée en partenariat avec les Archives départementales du Loiret et de Loir-et-Cher. Les trois services d'archives ont rassemblé leurs richesses iconographiques pour illustrer le voyage d'Édouard avec des gravures contemporaines de son récit, qui permettent de se représenter les rues et les monuments tels qu'il a pu les voir.

## Rencontre annuelle des opérateurs nationaux et grands corps de l'État (11 octobre)

La 8<sup>e</sup> édition des rencontres des correspondants archives des opérateurs nationaux et des grands corps de l'État, organisée comme chaque année par le bureau des missions et de la coordination interministérielle des Archives de France, s'est déroulée dans le cadre exceptionnel du théâtre Claude-Lévi-Strauss du musée du quai Branly-Jacques Chirac. Elle a rassemblé 270 personnes relevant de l'ensemble des départements ministériels et représentant plus de 170 établissements. Cette journée a été principalement consacrée à l'actualité réglementaire et normative ainsi qu'à une approche concrète de la collecte d'archives numériques au travers de retours d'expérience présentant des projets à différentes étapes d'avancement.

## Les Archives nationales ouvrent leurs portes aux jeunes pendant les vacances de la Toussaint



Dans le cadre de l'opération « C'est mon patrimoine ! » organisée par le ministère de la Culture, les Archives nationales ont proposé la visite du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine et de deux expositions. Les jeunes participants ont pu également suivre des ateliers encadrés par un artiste professionnel sur la bande dessinée, la photographie ou la chorégraphie.

## Les Archives de France participent à la réception du ministre de la Culture du Pérou au cabinet de la ministre Françoise Nyssen (31 octobre)

## Reconstitution virtuelle du chartrier de l'abbaye de Fécamp

Les Archives départementales de la Seine-Maritime ont reconstitué virtuellement le chartrier de l'abbaye de la Trinité de Fécamp pendant la période ducale (tous les actes originaux de ce monastère jusqu'en 1204, date du rattachement de la Normandie au domaine royal français) dans leur base de chartes en ligne.

## L'enregistrement audiovisuel des audiences du 2<sup>e</sup> procès en appel d'AZF aux Archives nationales

Cet enregistrement complète les fonds des Archives départementales de la Haute-Garonne, où sont conservés les enregistrements du procès en première instance et du 1<sup>er</sup> procès en appel, qui ont eu lieu à Toulouse.

## 10 000 dossiers de détenus versés aux Archives nationales

Le département des Archives du ministère de la Justice verse aux Archives nationales 10 000 dossiers de détenus, notamment ceux de « détenus particulièrement signalés » (1955-1999).

## Ouverture du nouveau site internet des Archives de la Métropole européenne de Lille



## Enquêtes aux Archives



Exposition « Scènes de crime : enquêtes aux Archives » des Archives départementales du Morbihan. Cette exposition présente des documents originaux conservés dans les dossiers judiciaires : croquis de scènes de crimes, rapports d'autopsies, dépositions des témoins, interrogatoires des accusés, reconstitution des faits, etc. Véritable expérience immersive, elle s'accompagne d'une application multimédia sur tablette mobile spécialement créée pour l'occasion afin d'aider les visiteurs à collecter des indices. En complément, l'une des dix affaires évoquée dans l'exposition est traitée sous la forme d'un « escape game ».

## Les Archives de France participent à la réunion de gouvernance de l'Association internationale des archives francophones à Mexico





## Achèvement du traitement des archives de Simone Veil ministre d'État, ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

Les deux derniers versements de membres du cabinet de Simone Veil rejoignent les Archives nationales et viennent compléter les archives privées de Simone Veil, données par sa famille.



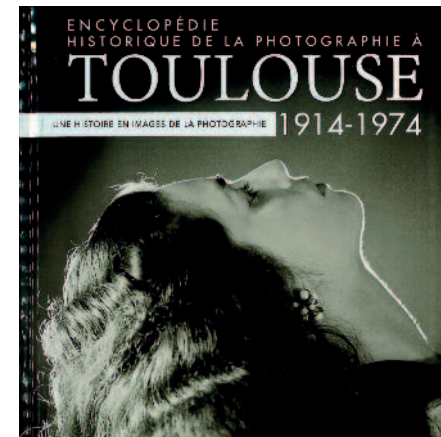
## Maisons landaises

Exposition et publication « Maisons landaises : histoire et tradition » des Archives départementales des Landes.



## La photographie à Toulouse

Publication *Encyclopédie historique de la photographie à Toulouse : une histoire en images de la photographie (1914-1974)*.



## Séminaire annuel des Archives de France à Rennes (14-16 novembre)

Comme chaque année, le directeur chargé des Archives de France réunit les directeurs d'archives nationales, départementales et de quelques services d'archives municipales pour un séminaire de trois jours. Le rapport *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique* remis à la Ministre en mars 2017 par Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des archives, constitue le fil rouge de cette 7<sup>e</sup> édition du séminaire.

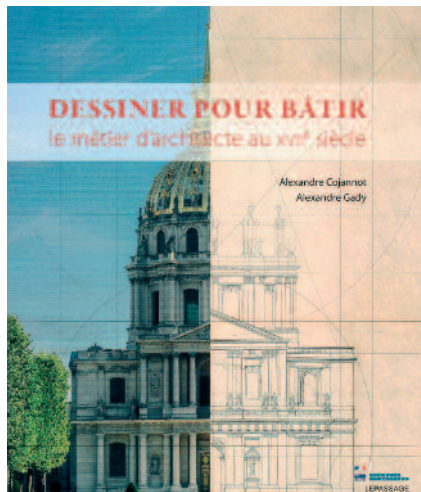


## Grandir, de la Renaissance au baby-boom

Exposition « Enfances : grandir de la Renaissance au baby-boom » des Archives départementales de la Gironde. Cette exposition évoque le quotidien des enfants dans leur famille, leurs loisirs, à l'école et dans les institutions qui les ont pris en charge.



## Le métier d'architecte au XVII<sup>e</sup> siècle



Exposition et publication « Dessiner pour bâtir : le métier d'architecte au XVII<sup>e</sup> siècle » des Archives nationales.

## Journée d'étude du réseau « Archives en musées », pilote par la mission des Archives de France auprès du ministre de la Culture (8 décembre)

Cette journée a permis de débattre sur la maîtrise des risques en lien avec la gestion des archives et d'aborder les thèmes suivants : cartographie des risques, amiante, reprise d'activité après sinistre.



## Vente inaugurale dans le cadre de la liquidation de la société Aristophil (20 décembre)

La liquidation d'une partie des collections de la société Aristophil, comportant potentiellement de nombreux documents d'origine publique, implique une mobilisation importante des trois ministères concernés (Armées, Europe et Affaires étrangères, Culture). Une première vente a lieu le 20 décembre 2017 et sera suivie d'autres adjudications.

## Extension des Archives municipales de Grand Châtelierault

Une nouvelle aile à l'architecture contemporaine fait désormais la liaison entre le bâtiment central, recevant du public, et les magasins existant en fond de parcelle. Avec une capacité de conservation de 3,6 kml au total, le bâtiment accueillera les archives municipales et les archives communautaires.

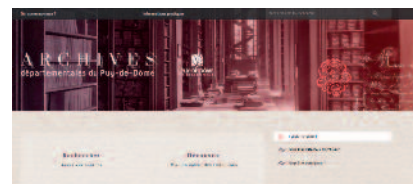


## Première journée d'étude organisée par la commission Bibliothèques d'archives de l'AAF (7 décembre)



« Bibliothèques d'archives et bibliothèques publiques, main dans la main », tel était le sujet choisi par les membres du réseau Bibliothèques d'archives de l'Association des archivistes français pour sa première journée d'étude organisée aux Archives nationales. Cette journée était placée sous le signe de la coopération entre bibliothèques, centres de documentation et musées.

## Ouverture du nouveau site internet des Archives départementales du Puy-de-Dôme



## Mise en ligne de deux tutoriels par les Archives départementales des Hautes-Alpes

Aux six tutoriels vidéo sur les recherches foncières réalisés et mis en ligne en 2016 viennent s'ajouter deux nouveaux tutoriels publiés par les Archives départementales des Hautes-Alpes consacrés aux recherches dans le cadastre napoléonien. Dans la même veine que les précédents, ces tutoriels prennent un ton parfois décalé pour présenter les différentes typologies documentaires et les étapes d'une recherche dans le cadastre napoléonien.



## Publication de SHERPA

Les Archives de France publient sur FranceArchives SHERPA, « Service hébergé pour la rédaction des profils d'archivage », successeur de l'outil AGAPE. Ce nouveau générateur permet de rédiger des profils d'archivage dans les trois versions du Standard d'échange de données pour l'archivage, à travers un mode simplifié ou un mode complet pour utiliser toute la richesse du SEDA 2.0. Le projet a été conduit par les Archives de France en 2016-2017. Il a été réalisé en collaboration avec le projet SAEM (« Système d'archivage électronique mutualisé ») auquel participent le Conseil départemental de la Gironde, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux, dans une optique de mutualisation des moyens.

## Réunions du Comité interministériel aux Archives de France (20 décembre)

Le ministère de la Culture conduit et préside les travaux du Comité interministériel aux Archives de France, placé auprès du Premier ministre avec la mission de définir les axes stratégiques des archives, au service de la modernisation de l'État. En 2017, le CIAF s'est réuni trois fois (22 février, 14 juin, 20 décembre). Les principaux sujets abordés ont été la maintenance des outils d'archivage numérique, l'archivage des applicatifs interministériels, les opérations d'archivage des cabinets ministériels en avril-mai 2017, et la prise en compte du risque amiante dans les services d'archives. Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des archives, est également venue présenter les conclusions du rapport de la mission de réflexion qui lui a été confiée par la Ministre sur la collecte des archives publiques et l'accès aux archives publiques à l'ère du numérique. Alexis Boudard, directeur du programme de développement concerté de l'administration numérique territoriale (DCANT), a présenté les résultats de l'étude conduite par les Archives de France et la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) sur l'archivage numérique dans les territoires.

## Les archives à l'honneur sur France Culture

L'émission « La fabrique de l'histoire » consacre une semaine aux archives, clôturée le 14 décembre par le sujet « L'État et ses archives » avec Jean-Louis Debré, président du Conseil supérieur des archives.

## Un barcamp aux Archives nationales



Afin de mieux évaluer le degré d'exploitabilité et le potentiel de réutilisation de leurs corpus disponibles en *open data*, les Archives nationales ont organisé un *barcamp*. À cette occasion, une centaine de participants ont étudié des jeux de données et envisagé des projets de réutilisation.

# Liste des auteurs

Frédérique BAZZONI, conservateur général du patrimoine, chargée de mission pour les archives privées

Jean-Charles BÉDAGUE, conservateur du patrimoine, chef du bureau des études et des partenariats scientifiques

Henri-Luc CAMPLO, responsable du Centre national du microfilm et de la numérisation

Coraline COUTANT-DAYDÉ, conservateur du patrimoine, bureau de l'accès aux archives et de la diffusion numérique

Guillaume D'ABBADIE, administrateur civil, chef du service interministériel des Archives de France par intérim

Amélie FOULET, conservateur du patrimoine, bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Brigitte GUIGUENO, conservateur en chef du patrimoine, bureau des études et des partenariats scientifiques

Marion HUMBERT, conservateur du patrimoine, bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Françoise JANIN, conservateur en chef du patrimoine, chef du bureau des missions et de la coordination interministérielle

Catherine JUNGES, conservateur général du patrimoine, chef du bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques

Jeanne MALLET, conservateur du patrimoine, bureau des études et des partenariats scientifiques

Agnès MASSON, conservateur général du patrimoine, Inspection des patrimoines

Dominique NAUD, chargée d'études documentaires, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Thi-Phuong NGUYEN, chargée de mission pour la conservation préventive, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Véronique REUTER, chargée d'études documentaires, bureau des études et des partenariats scientifiques

Bruno RICARD, conservateur général du patrimoine, sous-directeur de la communication et de la valorisation des archives

Philippe-Georges RICHARD, conservateur général du patrimoine, délégué aux Commémorations nationales

Mickaël RONCIER, attaché d'administration, délégation à la coordination et au pilotage des services publics d'archives

France SAÏE-BELAÏSCH, architecte, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Claire SIBILLE-DE GRIMOÛARD, conservateur général du patrimoine, sous-directrice de la politique archivistique

Mathieu STOLL, conservateur en chef des bibliothèques, chef du bureau de l'accès aux archives et de la diffusion numérique

Fleur THÉVENIN, attachée principale d'administration, délégation à la coordination et au pilotage des services publics d'archives

Odile WELFELÉ, conservateur général du patrimoine, chargée de mission pour l'action internationale

Marine ZELVERTE, conservateur du patrimoine, bureau des études et des partenariats scientifiques

Hélène ZETTEL, conservateur du patrimoine, bureau de l'archivage numérique, des normes et référentiels

Coordination éditoriale : Jean-Charles BÉDAGUE, Véronique REUTER, Marine ZELVERTE

Conception et réalisation graphique : Delphine BRUNET, agence Noir O Blanc, Saint-Lô

# Table des matières

## INTRODUCTION - LE RÉSEAU DES ARCHIVES EN FRANCE

Avant-propos .....	p. 3
Chiffres clés 2017.....	p. 5
Les moyens en budget et en personnel .....	p. 6
Action de l'Inspection des patrimoines.....	p. 7

## PARTIE 1. ARCHIVER POUR L'AVENIR LES SOURCES DU TEMPS PRÉSENT

Enrichissement et traitement des fonds .....	p. 9
Archivage des données numériques.....	p. 13
Description archivistique .....	p. 14
Archives privées.....	p. 16
Bâtiments d'archives.....	p. 18
Conservation préventive .....	p. 20

## PARTIE 2. DIFFUSER ET FAIRE CONNAÎTRE L'OCÉAN ARCHIVISTIQUE

Informatisation des services d'archives .....	p. 23
Politique de numérisation .....	p. 24
Le portail FranceArchives .....	p. 26
Politique des publics : activités culturelles et scientifiques.....	p. 27
Publications .....	p. 29
Observatoire des dérogations .....	p. 30
Réutilisation et <i>open data</i> .....	p. 31
Offre pédagogique.....	p. 32

## PARTIE 3. PERMETTRE LA RENCONTRE DES MÉMOIRES

Le Grand Mémorial .....	p. 35
Les rencontres internationales.....	p. 36
Les Commémorations nationales .....	p. 38

<b>LES MOIS DES ARCHIVES.....</b>	<b>p. 40</b>
-----------------------------------	--------------

<b>Liste des auteurs.....</b>	<b>p. 58</b>
-------------------------------	--------------

<b>Table des matières .....</b>	<b>p. 59</b>
---------------------------------	--------------

<b>Crédits photographiques .....</b>	<b>p. 60</b>
--------------------------------------	--------------

# Crédits photographiques

**Couverture** – Projet de cosmorama © Arch. nat. ; Vue du château de Saumur © Arch. mun. de Saumur

P. 2 – Hôtel de Fontenay © SIAF/M. Zelverte

P. 4 – Séminaire des Archives de France © Rennes, Ville et Métropole/J. Mignot

P. 8 – Vue du château de Saumur © Arch. mun. de Saumur

P. 9 – Photographie de Simone Veil © Arch. nat. ; Versement électronique © Mission des Arch. de France auprès du ministère de l'Écologie

P. 11 – Registre des délibérations © Arch. dép. du Calvados

P. 12 – Album de photographies du port de Calais © Arch. mun. de Calais ; Plan de navire © Arch. mun. de La Seyne-sur-Mer

P. 14 – Fonds d'archives sur les coopératives agricoles © Arch. dép. du Loiret ; Fonds du tribunal de commerce de Brioude © Archives dép. de la Haute-Loire

P. 15 – PIAAF © SIAF/Arch. nat./BnF

P. 16 – Journal de Philippe Déhérain © Arch. nat. ; Inventaire des tapisseries de Louis d'Orléans © Arch. nat.

P. 17 – Fonds de la famille Richard © Arch. dép. de la Côte-d'Or ; Affiches des Chemins de fer de l'État © Arch. mun. des Sables-d'Olonne

P. 18 – Bâtiment des Arch. dép. de l'Aisne © Arch. dép. de l'Aisne ; Bâtiment des Arch. mun. de Beausoleil © Arch. mun. de Beausoleil

P. 19 – Bâtiment des Arch. dép. de l'Isère © CR&ON Architectes

P. 20 – Sinistre aux Arch. terr. de Saint-Martin © Arch. terr. de Saint-Martin/S. Dargaud ; Test PSU aux Arch. nat. © SIAF/T.-P. Nguyen

P. 21 – Restauration d'un registre © Arch. dép. de la Lozère

P. 22 – Affiche de l'exposition « Trésors d'archives » © Arch. dép. d'Eure-et-Loir

P. 25 – Fonds Lapie © Arch. nat. ; Fonds du Service central photographique et d'identité du Ministère de l'Intérieur © Arch. nat. ; Livre des donations de l'Œuvre Notre-Dame © Arch. de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg/S. Arena ; Projet de cosmorama © Arch. nat. ; Passeport © Arch. nat./Arch. dép. de la Vendée

P. 26 – Plate-forme de migration sur bandes LTO © CNMNV/Montel ; Portail FranceArchives ; Carte postale © Arch. dép. de la Marne/Bozz

P. 27 – « De la charité aux aides sociales » © Arch. dép. d'Eure-et-Loir ; « Moissons d'archives » © Arch. dép. de la Seine-Maritime ; « Au fil de l'eau » © Arch. dép. de la Creuse ; « Trois siècles d'aventure industrielle » © Arch. dép. du Territoire de Belfort ; « Exposition BD & Patrimoine » © Arch. mun. de Beaune ; « Louis le Pieux, les Carolingiens et nous » © Arch. dép. de la Haute-Vienne ; « Trésors d'archives » © Arch. mun. de Bry-sur-Marne ; « Une ville à l'arrière du front » © Arch. mun. de Dijon ; « Fixer et franchir la frontière » © Arch. dép. des Alpes-Maritimes ; « Canis lupus : histoire du loup en Charente » © Arch. dép. de la Charente ; « 17-18 Victoire ! » © Arch. dép. des Alpes-de-Haute-Provence ; « Rame, rameurs, ramez » © Arch. mun. de Rennes ; « Horizons polaires » © Arch. dép.

de la Manche ; « Partie de campagne » © Arch. dép. du Puy-de-Dôme

P. 28 – « Les Délégés » © Arch. dép. de Saône-et-Loire ; « 1517, Le Havre » © Arch. mun. du Havre ; Lecture d'archives © Arch. dép. du Bas-Rhin/A. Lacquement

P. 29 – *1 000 ans de Normandie* © Arch. dép. du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime ; *Jacques Foccart* © Arch. nat./PUPS ; *Les Américains à Tours* © Arch. mun. de Tours/Éd. la Simarre

P. 30 – *Peyi an nou* © J. Oublié et M.-A. Rousseau/Éd. Steinkis

P. 31 – Carte à jouer © Arch. dép. de la Haute-Loire ; *Barcamp* aux Arch. nat. © Arch. nat. ; Registre d'état civil © Arch. dép. des Landes

P. 32 – Atelier de restauration © Arch. dép. de la Haute-Savoie

P. 33 – Atelier d'héraldique © Arch. dép. de la Creuse ; Atelier pour enfants © Arch. dép. des Landes/J. Camus

P. 34 – Fiche matricule de Léon Burias © Arch. dép. de la Charente

P. 35 – Grand Mémorial

P. 36 – « L'empreinte de la culture française dans les archives » © SIAF/O. Welfélé ; Directeur et directrice adjointe des Arch. nat. d'Australie © SIAF

P. 37 – *Conte du petit poisson d'or* © Médiathèque intercommunale du Père Castor

P. 38 – *Commémorations nationales 2017* © SIAF et Éd. du patrimoine ; Donjon de Coucy-le-Château © Arch. dép. de l'Aisne ; Portrait de Saint-Just © Arch. dép. de l'Aisne ; *Vue du Havre de Grâce* © Arch. mun. du Havre

P. 39 – *Registres de la nation germanique* © Arch. dép. du Loiret ; Armoiries des familles Calvo et Druesne

P. 40 – « Remarquables ! » © Arch. mun. de Saint-Étienne ; Jeu de société © Arch. mun. de Cavillon ; Domaine de Choisy-le-Roi © Arch. mun. de Choisy-le-Roi/Aristeas ; Charte de coutumes © Arch. dép. de la Haute-Garonne ; Rendez-Vous de l'histoire de Blois © SIAF/M. Zelverte ; Projet de drapeau © Arch. nat.

P. 41 – Bâtiment des Arch. dép. de la Charente © SIAF/L. Roumejou ; « Mariages » © Arch. mun. de Lyon ; Site internet des Arch. de Paris ; « Histoires de sports » © Arch. dép. des Bouches-du-Rhône

P. 42 – « L'abbé Pierre » © ANMT ; *Histoires d'outre-mer* © ANOM ; Portail FranceArchives ; « Nice l'Américaine » © Arch. mun. de Nice

P. 43 – Hommage aux victimes des attentats © Arch. de Paris ; Compte Twitter des Arch. de l'AP-HP ; Groupe Europe du CIA © SIAF ; Maison de l'histoire de la Manche © Arch. dép. de la Manche/A. Poirier

P. 44 – « 1 000 ans de Normandie » © Arch. dép. du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime ; Cycle « Bande dessinée et histoire » © Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine/N. Malfin ; Fonds Robert Delavignette © Arch. dép. de la Côte-d'Or ; *Voyage dans la Grande Kabylie* © ANOM

P. 45 – « Dessiner le patrimoine » © Arch. dép. de la Dordogne ; Site internet « Mémoires du Var » des Arch. dép. du Var ; « Une expérience du chaos » © Arch. nat. ; *Traitement de l'air dans les bâtiments d'archives* © SIAF

P. 46 – « Jean-Marie Périer » © Arch. dép. des Bouches-du-Rhône ; Album d'images Casino © Arch. mun. de Saint-Étienne ; Site internet des Arch. dép. d'Eure-et-Loir ; Blog « Archives nationales participatives » des Arch. nat.

P. 47 – Site internet des Arch. dép. de la Charente-Maritime ; Journée internationale des Archives ; « Montrer l'histoire » © Arch. dép. de Maine-et-Loire/É. Jabot ; « 1517, Le Havre » © Arch. mun. du Havre ; « Le loup en Corrèze » © Arch. dép. de la Corrèze

P. 48 – « Vincent-Larcher » © Arch. dép. de l'Aube ; Procès de Klaus Barbie © Arch. dép. du Rhône et de la métropole de Lyon ; « Les voyages du général de Gaulle en Charente-Maritime » © Arch. dép. de la Charente-Maritime

P. 49 – Bâtiment des Arch. dép. de l'Aisne © Arch. dép. de l'Aisne ; « C'est une lecture ? » © Arch. dép. du Bas-Rhin ; Armoiries de la région Bourgogne-Franche-Comté ; Portrait de Simone Veil © Arch. nat.

P. 50 – Site de Ségur-Fontenoy des Services du Premier ministre © Services du Premier ministre ; Domaine de Choisy-le-Roi © Arch. mun. de Choisy-le-Roi/Aristeas ; Journées européennes du patrimoine © Arch. dép. de Vaucluse ; « De l'air ! De l'air ! » © Arch. dép. des Vosges

P. 51 – Bâtiment des Arch. mun. de Beausoleil © Arch. mun. de Beausoleil ; « Vu de loin » © Arch. mun. d'Avignon ; *Banquets, gastronomie et politique dans les villes de province* © Arch. de Bordeaux Métropole ; *Histoire d'entreprendre* © Arch. dép. du Finistère

P. 52 – Bâtiment des Arch. terr. de Saint-Martin © Arch. terr. de Saint-Martin/S. Dargaud ; Page Facebook des Arch. dép. de la Loire ; « Infinités plurielles » © Arch. nat./M.-H. Le Ny ; Fonds de la Secrétairerie d'État impériale © Arch. nat. ; Rendez-Vous de l'histoire de Blois © SIAF

P. 53 – Carte postale ancienne © Arch. mun. de Villeneuve-la-Garenne ; « Cannes occupée » © Arch. mun. de Cannes ; *Map story* © Arch. dép. d'Indre-et-Loire

P. 54 – « C'est mon patrimoine ! » © Min. de la Culture ; Charte de l'abbaye de la Trinité de Fécamp © Arch. dép. de la Seine-Maritime ; « Scènes de crime » © Arch. dép. du Morbihan

P. 55 – « Maisons landaises » © Arch. dép. des Landes ; *Encyclopédie historique de la photographie à Toulouse* © Arch. mun. de Toulouse/Éd. Privat ; Séminaire annuel des Archives de France © Rennes, Ville et Métropole/J. Mignot ; « Enfance » © Arch. dép. de la Gironde

P. 56 – « Dessiner pour bâtir » © Arch. nat. ; Bâtiment des Arch. mun. de Grand Châtelleraut © Grand Châtelleraut/C. Viansson-Ponté ; Bibliothèque d'Archives © Arch. dép. du Haut-Rhin ; Site internet des Arch. dép. du Puy-de-Dôme

P. 57 – Tutoriel © Arch. dép. des Hautes-Alpes ; *Barcamp* aux Arch. nat. © Arch. nat.



# ARCHIVES DES CHIVES EN FRANCE

L'ACTIVITÉ DES SERVICES D'ARCHIVES • 2017



ISBN : 978-2-911601-70-5



Prix : 10 €